

# *brennpunkt*

le magazine critique sur le développement

*drött  
Welt*



**Dossier**  
Femmes et  
développement:  
vers une  
convergence des  
luttés?

Rôle des femmes dans le  
développement en Afrique  
subaharienne: évolutions,  
enjeux et perspectives

Féminismes et  
développement, une  
équation possible?

LEAVE NO ONE BEHIND:  
Can the private sector  
fulfill this ambition?  
And why this question was  
wrong?

# edito

**A**près notre dernier dossier sur la reconquête de la démocratie, nous examinons de plus près le rôle d'un groupe de personnes qui est perçu comme une minorité dans la société mais qui ne l'est pas. Il comprend la moitié de la population mondiale. Les femmes du monde entier voient leurs droits systématiquement remis en cause ... quand ils ne sont pas tout simplement bafoués.

Le dossier du Brennpunkt 314 s'interroge sur le rôle des femmes dans le développement sous différents angles et continents. Les articles traitent du rôle des femmes dans des domaines divers : en tant qu'agricultrices, en tant que femmes défenseuses des droits humains, en tant qu'artistes rebelles, en tant que communicatrices et créatrices de communautés, en tant que soignantes, et en tant que féministes franches et critiques du patriarcat et du capitalisme.

L'oppression des femmes se matérialise par des restrictions à posséder des terres (selon le rapport de la Banque mondiale de 2019, dans la moitié du monde, les femmes se voient refuser l'égalité d'accès à la terre et aux droits de propriété malgré les lois), à posséder une voix (même en Europe, le droit de vote n'a été acquis qu'au 20ème siècle, l'accès à l'éducation a été largement et historiquement restreint) et même à posséder leur corps (l'accès à un avortement sûr et légal, la question des espaces sécurisés pour les femmes, la violence domestique comme un crime mineur, et l'existence de féminicides sont autant d'objets de débat même dans le monde développé).

Lorsque le droit des femmes à la propriété est remis en cause (propriété de la terre, de la voix ou du corps), la politique est profondément personnelle. La propriété de la terre (droits de propriété) est le pilier de l'existence du capitalisme. La propriété de la voix est le pilier de l'existence dans la sphère politique de la société. La propriété du corps est le pilier de l'existence elle-même. Ce qui est refusé aux femmes, c'est

leur propre existence, au-delà de leur statut de simples objets

L'oppression des femmes devient désolante lorsqu'on croise les intersectionnalités (nationalité, couleur de peau, classe économique, entre autres). Les luttes des femmes blanches de classe moyenne restent réelles et difficiles, en dépit de tous les progrès réalisés au cours du siècle dernier... Pourtant, les réalités extrêmes vécues par des femmes d'«origine indigène» dans les zones rurales du Sud (et dans une certaine mesure, dans les pays développés) vont bien au-delà.

Les luttes des femmes sont largement considérées dans la sphère scientifique et politique comme étant de nature inférieure : quelque chose qui ne mérite pas d'être abordé ou qui doit rester dans l'espace personnel-domestique-intime. Elles sont encore moins dignes d'intérêt lorsqu'elles traversent des intersectionnalités. C'est peut-être la raison pour laquelle la plupart des articles appelle à la reconnaissance et à la visibilité des efforts des femmes, à la critique par les femmes du système du capitalisme et du patriarcat, et à des alternatives pratiques qu'elles proposent. Cette visibilité s'accompagne d'une prise de conscience de cette intersectionnalité particulière.

Tout comme la nature, les femmes apparaissent dans le système actuel comme des territoires à occuper (s'ils ne sont pas déjà occupés). Les féministes soutiennent que la défense de la Terre (la Terra Madre, la Pachamama, Gaia, etc ...) est une extension de la même situation critique que celle de la défense des droits des femmes. Par conséquent, les femmes présentent avec leurs voix, leurs corps et leur identité, des solutions qui tentent une compréhension holistique des crises existentielles actuelles par la convergence des luttes.

**Raquel Luna**

# *brennpunkt* *Sommaire*

## Edité par

Action Solidarité Tiers Monde  
136-138, rue Adolphe Fischer  
L-1521 Luxembourg  
Tél: 400 427-20  
Fax: 400 427-27  
RCS F6030  
e-mail: brennpunkt@astm.lu  
web: www.brennpunkt.lu

Photo Couverture: Capiremov, Sarah de Roure, Time de Lucha

## Comité de rédaction

Antoniya Argirova, Raquel Luna et Julie Smit

## Ont participé à ce numéro

Kodjovi Detchinli, Véronique Faber  
Sophie Hames, Marine Lefebvre, Raquel Luna, Adolpho Madonaldo, Anne Müller, Magali Paulus, Azra Talat Sayeed, Julie Smit, Lucas Sosoe, Rainer Werning

## Layout

Antoniya Argirova

## Impression

Imprimerie Heintz, Pétange

Vous pouvez soutenir le magazine en faisant un don sur le compte CCPLU 71 11110102 3550 0000 (BIC : CCPLULL) avec mention « Brennpunkt 2021 » en n'oubliant pas votre nom et adresse complète. Renseignements: Chantale Mugisha  
Tél: 400 427-63  
e-mail: chantale.mugisha@astm.lu

Le Brennpunkt Drëtt Welt apparaît 4 fois par an. Tirage: 1100 exemplaires.

## Reproduction/Nachdruck

La reproduction des articles est autorisée à condition que la source soit mentionnée. Der Nachdruck ist frei unter der Bedingung, dass die Quelle angegeben wird.

Réalisé grâce à un appui financier de la Coopération luxembourgeoise.

Les opinions représentées dans la présente publication n'engagent que leurs auteurs.

## Femmes et développement: vers une convergence des luttes?

- 6 La lutte pour la souveraineté alimentaire au Pakistan et le rôle des femmes
- 9 Métamorphose
- 11 Rôle des femmes dans le développement en Afrique subsaharienne : évolutions, enjeux et perspectives
- 14 Le difficile équilibre d'un positionnement correct
- 17 Cinq questions à : Christina Palabay, secrétaire générale de l'organisation Karapatan aux Philippines
- 20 Féminismes et développement, une équation possible ?
- 22 Confrontez les violeurs, pas les activistes
- 24 Des voix féministes pour changer le monde
- Perspectives**
- 29 En devenant des « organisations de revendications », les Organisations paysannes ont ouvert la voie à la Déclaration des droits des paysan.ne.s
- 32 Droits de l'homme, démocratie et développement
- 35 LEAVE NO ONE BEHIND: Can the private sector fulfill this ambition? And why this question was wrong?
- 38 Selbsthilfen als „Teufelswerk“
- 41 Coin CITIM - Femmes et développement

## Dossier Femmes et développement: vers une convergence des luttes?

# 6



# Dossier

## FEMMES ET DÉVELOPPEMENT

### La lutte pour la souveraineté alimentaire au Pakistan et le rôle des femmes



Dr. Azra Talat Sayeed

L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition 2020 a déclaré que près de 690 millions de personnes ont souffert de la faim dans le monde en 2019, soit une augmentation de dix millions par rapport à 2018. Il n'est pas surprenant que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture ait prédit que 83 à 132 millions de personnes supplémentaires pourraient être poussées vers la faim chronique en raison de la pandémie de COVID-19. Les derniers chiffres montrent clairement comment nos gouvernements et toute une série d'agences multilatérales mènent une bataille perdue d'avance dans leurs tentatives d'atteindre l'objectif de développement durable d'éliminer toutes les formes de faim et de malnutrition d'ici 2030. Mais ces chiffres dévastateurs ne peuvent pas être imputés à la seule pandémie, car les tendances ont montré que la faim était en hausse depuis 2014. Au Pakistan, pourtant producteur prolifique de denrées alimentaires, 36,9% de la population du pays reste en situation d'insécurité alimentaire et les statistiques sur la malnutrition et les problèmes de santé qui en découlent

reflètent l'état de pauvreté abjecte de ses citoyens, en particulier des femmes et des enfants des zones rurales.

Comment une société aussi avancée a-t-elle pu s'éloigner à ce point de la satisfaction de l'un de ses besoins humains les plus fondamentaux ? Pour comprendre ce phénomène et le problème de la faim et de la malnutrition dans un monde où la production alimentaire est excédentaire, une analyse de l'économie politique de la faim pourrait apporter des informations essentielles.

#### L'OMC et son impact sur les petits agriculteurs

La création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1995 a soumis pour la première fois le secteur agricole à un ensemble d'accords universels contraignants. Les principaux accords de l'OMC, tels que l'Accord sur l'Agriculture (AsA) et l'Accord sur les aspects des

As a political activist with a focus on women's and peasant rights, Azra Sayeed has made an important contribution to building peasant movements in Pakistan and in the Asian region. She is the Executive Director of Roots for Equity, a Karachi-based organisation working with small and landless peasants, the current Chairperson of the Asia Pacific Research Network (APRN) and the International Women's Alliance and a Steering Council member of the People's Coalition on Food Sovereignty Asia.

droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), qui ont été vigoureusement poussés par le lobby des entreprises américaines à l'OMC, ont constitué une attaque vicieuse contre les agriculteurs, en particulier les petits agriculteurs et les agriculteurs sans terre. Des politiques néolibérales de déréglementation, de privatisation et de libéralisation ont ainsi été imposées aux agriculteurs de subsistance pauvres du tiers monde.

Ces accords ont non seulement établi un système rigoureux régissant le commerce international de l'alimentation et de l'agriculture, mais ont contraint les gouvernements du tiers monde à réduire les aides à la production et à l'exportation qu'ils accordaient à leurs agriculteurs, tout en les obligeant à ouvrir leurs marchés aux importations en provenance d'autres pays. Ils constituent également une grave menace pour la propriété des connaissances indigènes des communautés agricoles et des peuples autochtones.

Quel est l'impact de ces conditions sur la sécurité alimentaire des petits agriculteurs et des agriculteurs sans terre du Sud, en particulier des femmes ? Il convient de rappeler que la charge de la sécurité alimentaire des foyers repose principalement sur les femmes, notamment les femmes rurales du Sud.



Pour comprendre l'impact de l'AsA, il faut tenir compte de certaines différences fondamentales entre les producteurs agricoles du premier et du tiers monde. En se référant à l'Inde comme exemple, le groupe de recherche international GRAIN affirme que " les agriculteurs indiens possèdent en moyenne un hectare de terre, alors que les agriculteurs américains possèdent en moyenne 176 hectares de terre. Il y a 2,1 millions d'exploitations agricoles aux États-Unis, qui emploient moins de 2 % de la population, avec un revenu agricole annuel moyen par ménage agricole de 18 637 dollars. Alors que plus de la moitié des 1,3 milliard d'Indiens qui dépendent de l'agriculture le font pour leur subsistance, le revenu annuel moyen par ménage agricole (toutes sources confondues) est inférieur à 1 000 USD."

Il en résulte un endettement tragique de millions de petits agriculteurs en Afrique, en Amérique latine et en Asie. La majorité des pays du tiers monde ont ce que l'on peut considérer comme un mode de production semi-colonial et semi-féodal, ce qui signifie essentiellement qu'ils dépendent des pays du premier monde

pour les intrants agricoles tels que les semences, les engrais et les pesticides. Le paysage politique national dépeint ce contrôle, car les terres appartiennent aux élites féodales très puissantes et aux agriculteurs riches, tandis que les petits agriculteurs sans terre n'ont aucune influence politique. Cette situation contraste avec le pouvoir politique des lobbies agricoles et des méga-sociétés agrochimiques dans le monde capitaliste avancé. En outre, les pays industrialisés riches fournissent également des niveaux très élevés de soutien interne à leurs agriculteurs.

La création de l'OMC a déclenché l'appel „Junk WTO“ et la résistance aux politiques néolibérales dans l'agriculture; Les agriculteurs du monde entier ont développé le concept de la souveraineté alimentaire, qui comprend un ensemble de principes garantissant le droit de chaque être humain à une alimentation saine et nutritive et le droit des petits agriculteurs sans terre à produire de la nourriture et à gagner leur vie de manière décente. Dans toute l'Asie, de nombreuses organisations de base ont commencé à mobiliser les communautés

rurales et les agriculteurs pour résister aux accords draconiens de l'OMC, les agricultrices jouant un rôle clé.

#### L'impact de l'OMC sur les productrices de lait au Pakistan

L'ADPIC et l'AsA ont eu un impact considérable sur les petits agriculteurs sans terre du Pakistan : les systèmes nationaux de conservation des semences leur ont été retirés par de nouveaux mécanismes juridiques, la production a été menacée par un assaut d'aliments transformés, de bétail et de spermes importés, tandis que l'accès à la terre a été affecté par l'accapement de terres, pour la production à grande échelle de cultures produisant de l'éthanol par exemple.

Un cas particulier est celui du mécanisme des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), un accord clé de l'OMC qui définit les règles de base en matière de sécurité alimentaire et de normes de santé

animale et végétale. Sur la base du SPS, le Pakistan, par l'intermédiaire de son autorité alimentaire du Pendjab (PFA), qui est responsable de l'établissement de normes pour les articles alimentaires et de la réglementation de leur fabrication, de leur stockage, de leur distribution, de leur vente et de leur importation, a adopté une série de lois sur les aliments purs qui comprenait une politique de pasteurisation pour la province du Pendjab, tout en interdisant la vente de lait non transformé. Ces règles homogénéisantes sont le résultat direct d'une approche industrielle mondialisée de la production alimentaire qui rend les processus de production complexes et coûteux. Juste avant la crise sanitaire, la PFA avait donné des directives selon lesquelles dans la ville de Lahore, au Pendjab, la vente libre de lait serait interdite d'ici 2022.

À l'heure actuelle, près de 95 % des ventes de lait proviennent de petits agriculteurs et d'agriculteurs sans terre, le Punjab représentant près de 70 % du secteur de l'élevage et de l'agriculture au Pakistan. Étant donné que près de 90 % du bétail est entre les mains de femmes rurales sans terres, le SPS a des répercussions importantes sur les agricultrices.

Il est clair que les sociétés laitières transnationales ont les yeux rivés sur les multiples produits que donne le lait, comme le beurre, le fromage, la crème, le yaourt et le babeurre. Le Pakistan possède l'une des meilleures espèces de vaches et de buffles qui donnent un lait riche et crémeux. Il ne fait aucun doute que les pays européens, les États-Unis et l'Australie mettent en place des politiques néolibérales dans ce secteur pour s'emparer de ce marché lucratif. Les déjections animales sont également intéressantes car elles produisent du biogaz, une source d'énergie alternative aux combustibles fossiles. En outre, les sociétés semencières font la promotion de semences de maïs hybrides et génétiquement modifiées pour le fourrage. Les entreprises agroalimentaires telles que Nestlé et FrieslandCampina disposent des capitaux nécessaires pour mettre en place de grandes installations de transformation et bénéficier d'économies d'échelle,

tandis que les petits producteurs sont évincés et privés de leurs moyens de subsistance.

L'accord SPS a donc sonné le glas des agricultrices pauvres, pour qui l'élevage est un atout économique vital. Le lait et ses dérivés (lait, beurre, beurre clarifié, yaourt et lassi) contribuent à la sécurité alimentaire des ménages, surtout en période difficile, et sont également une source de revenus quotidiens. Les déjections animales sont utilisées pour la cuisine et constituent une source de chaleur en hiver.

L'importance du secteur de l'élevage et des produits laitiers pour la sécurité alimentaire rurale au Pakistan est devenue particulièrement évidente pendant le confinement dû au COVID-19. Selon les femmes rurales, pour la plupart des familles sans terre, le lait et le beurre, ainsi que les rotis à base de farine de blé, constituaient la principale source de nourriture pour l'ensemble du foyer. Si ces produits n'avaient pas été disponibles durant ces mois sombres et difficiles, la faim aurait été bien pire. De nombreuses femmes n'ont pas pu participer à la récolte en raison du confinement ou du manque de moyens de transport. De plus, comme un grand nombre d'hommes est revenu des villes parce qu'il n'y avait plus d'emplois, il y avait moins de travail disponible pour les femmes. Par conséquent, les revenus des femmes provenant de la récolte du blé étaient considérablement inférieurs à la normale.

### Organisation et résistance des femmes productrices de lait au Pakistan

L'alliance d'agriculteurs Pakistan Kissan Mazdoor Tehreek (PKMT) a été créée en 2008. Dans une société très patriarcale, où pas plus de 2 % des femmes possèdent des terres, la PKMT a eu beaucoup de mal à organiser les femmes, mais un effort déterminé sur dix ans pour assurer l'adhésion des agricultrices a permis

d'obtenir des gains importants. On a pu le constater notamment pendant la pandémie, lorsque les femmes se sont levées pour défendre leur droit de produire et de consommer des aliments sains en utilisant des méthodes agroécologiques et en promouvant la souveraineté sur les semences.

La PKMT a rapidement réagi à l'accapement du lait initié par la PFA en 2019, et a mobilisé ses membres féminins pour résister à la mainmise des entreprises sur le secteur laitier. Cette action était extrêmement opportune car pendant la crise sanitaire, les lieux de restauration publics ont été fermés et, par conséquent, les ventes de lait ont été sévèrement affectées et les femmes ont perdu des revenus considérables. Les grandes entreprises ont commencé à acheter du lait car elles pouvaient le conserver dans de grands réfrigérateurs et les femmes ont constaté qu'elles devaient leur vendre du lait à près de la moitié du prix du marché avant la pandémie. Grâce à PKMT, les femmes ont compris le pouvoir de ces entreprises ainsi que la nécessité absolue de contrôler le lait en tant que source de nourriture. Malgré la pandémie, les femmes ont continué à s'organiser et à se mobiliser. Le 8 mars 2020, une mobilisation nationale a eu lieu pour réclamer les droits des agricultrices; les femmes ont catégoriquement contesté les entreprises qui encouragent l'agriculture agrochimique, ainsi que la propagande en cours contre le lait cru ou frais et les allégations selon lesquelles il aurait un impact négatif sur la santé humaine. Malgré l'aggravation de l'impact de la pandémie, les femmes ont célébré la Journée de la femme rurale le 15 octobre en attaquant vigoureusement les entreprises laitières, qui avaient déjà subi l'impact du blocage des ventes de lait par le COVID-19. Lors de l'assemblée générale de la PKMT, les femmes se sont de nouveau exprimées avec véhémence contre l'accapement du lait par les entreprises.

De nombreuses femmes membres de la PKMT ont fait cause commune avec les hommes pour créer des fermes gérées selon les principes de l'agroécologie. Tout au long de l'année 2020, ils sont restés

attachés à la culture traditionnelle du blé, même si les agences gouvernementales exerçaient une pression constante pour revenir à l'agriculture agrochimique, qui, selon les autorités, donnerait une production bien supérieure. Certaines de ces exploitations sont situées dans des zones fluviales, où la menace d'inondations et de pertes de récoltes est constante. Mais même face à ces crises multiples, les femmes ont tenu bon. Elles sont entièrement autosuffisantes en matière de bétail, de fumier et de compost, ainsi que de semences grâce à la conservation de celles-ci. La récompense, bien que basée sur un travail éreintant, est l'autosuffisance en nourriture abondante, saine et nourrissante.

Une femme, qui élevait du bétail tout en gérant une ferme agroécologique, a dû vendre son buffle pour payer ses factures d'hôpital, mais a ensuite acheté un veau. Bien qu'elle n'ait pas eu l'argent nécessaire pour acheter un buffle, elle était prête à acheter un veau afin de maintenir sa ferme en activité. Bien sûr, tout n'est pas rose : une femme, qui voulait accéder à ses terres, s'est vu refuser l'accès par ses frères. Grâce à ses négociations constantes avec ses frères, elle a obtenu juste assez de terre pour créer une banque de semences ; c'est une chose que la PKMT encourage ses membres à faire pour leur permettre de ne plus dépendre des semences industrielles. Une autre jeune veuve s'est vu refuser l'accès à la terre par sa famille, mais elle continue d'élever du bétail et est une voix forte au sein de la PKMT qui plaide contre le patriarcat et la mainmise des entreprises sur l'agriculture.

Il est donc clair que la lutte pour la souveraineté alimentaire doit être menée sur plusieurs fronts, notamment en s'opposant à la mainmise des entreprises, au féodalisme et au patriarcat.

#### Sources:

<http://www.fao.org/3/ca9692en/online/ca9692en.html>

<https://grain.org/en/article/6472-perils-of-the-us-india-free-trade-agreement-for-indian-farmers>

## Métamorphose



Sophie Hames

Suis-je née femme ou le suis-je devenue ? Où suis-je née ? Dans quelle partie du monde a-t-on le temps de penser à sa propre condition, à son propre genre ? Que faire de mon privilège de femme blanche, de femme artiste, de femme sans enfant ? De femme cisgenre ? En quoi l'intime est-il politique ? En quoi le contenu de mon assiette peut-il raconter mes choix politiques, mes idéaux, mon pays d'origine, ma classe sociale ? Regarde dans ton assiette. Occupe-toi de tes affaires. Ne dis pas «je». Non. Ce n'est plus possible. Le silence n'est plus possible. Voici le temps de la métamorphose. Le temps porté par les femmes, par les minorités, par les marginaux, le temps de la parole libérée. Le temps de dire Je. Je suis. Je veux. Je rêve. J'agis.

Je suis une troubadour, une jongleuse d'images, un corps orchestre, une artiste. À grands coups de discipline et de plaisir, j'ai aiguisé ma langue, mon expressivité. Je suis la Grande Méchante Féministe. Ou du moins, c'est comme ça que me voit avec tendresse et un peu de méfiance, mon régisseur de scène, celui qui met en lumière mes spectacles. Lui et tant d'autres hommes, qui voudraient comprendre mais qui ne sont pas toujours prêts à abandonner leurs privilèges. Être une artiste engagée, c'est déranger. Parfois sans le faire exprès. Souvent parce qu'il n'y a plus le choix, parce que ce monde est dérégulé. Parce qu'il y a urgence. Parce que les lois patriarcales qui règlent nos vies intimes sont exactement les lois capitalistes qui règlent l'économie et la planète. Et on le sait, pour la planète en ce moment ce n'est pas la joie. On se sert sans demander. Les femmes et la planète, c'est la même chose, on se sert sans demander. Et les enfants ? Silence.

Je pourrais vous parler de mes dix années d'apprentissage d'une discipline indienne, le Bharata Natyam, une danse expressive, originaire du Tamil Nadu, une danse à la frontière entre l'art martial et le mime. Le Bharata Natyam commence et se termine toujours par un salut. Mes pieds saluent la terre qui accueillent mes pas, mon corps salue l'univers entier, mes mains jointes demandent la bénédiction des divinités, des enseignant.e.s et du public ; et pour finir je m'incline à la Terre, je la salue du bout des doigts et la porte un peu au dessus de mes paupières closes. C'est une promesse de faire de mon mieux. C'est une conscience de ma condition humaine, je viens de la terre et je retournerai à la terre. Je pourrais vous parler de ces dix années, mais j'étais une chenille, je façonnais mon corps et mon esprit pour plus tard, pour maintenant.

Maintenant, c'est donc le temps de la métamorphose. Tout cela peut-il se

Sophie Hames.

Actrice, marionnettiste et dessinatrice.

Née en Belgique, elle vit et travaille en Italie depuis 2006. Elle collabore avec de nombreuses compagnies et se produit en Europe et au Mexique.

En 2017, elle crée sa propre compagnie Mon Cœur de Bois, spécialisée en spectacles de marionnettes pour adultes et adolescent.e.s.

Elle est aussi autrice d'illustrations pour livres et affiches.

faire en douceur ? La révolution aussi subtile soit-elle, est obstinée. Elle est comme les cellules imaginatives de la chenille, appelées scientifiquement disques imaginaires, celles-ci contiennent l'information de la conformation du papillon, mais le système immunitaire de la chenille, immobile dans la nymphe, ne les reconnaît pas et combat ces cellules. Devenir papillon c'est un objectif. Une prière portée par le corps. Comme la danse indienne, une prière dansée, suée, exténuante, dans la poussière et à pieds nus. Une prière et un cri.

Je suis chenille et je deviendrai femme, pour cela je dois me réapproprier mon corps, mon plaisir, mes désirs, mes rêves, mes ambitions, mon amour-propre, mon amour pour moi, mon espace.

Nous sommes responsables de ce monde. Notre colère est légitime. En tant qu'artiste je me dois de parler, de créer des images, de poser à voix haute mes questionnements, de mettre en image mes indignations et mes douleurs. C'est un temps de révolution, nous le sentons toutes. Quelque chose est en train de se métamorphoser, pas trop vite et sans trop de tapage, parce qu'il faut passer à travers les mailles de la mode, du capitalisme

qui rattrape tout et le transforme en une mode faussement rebelle, une rose sans épine, un mouvement inoffensif, une Frida Khalo sans moustache.

Nous le sentons toutes. Je dis toutes. Injustement ? Je dis toutes, mais je pense aussi aux femmes trans, aux hommes trans, aux adolescent.e.s queer, aux hyper-sensibles, aux personnes racisées, aux vieilles qui n'ont plus de place dans ce monde et la revendiquent, à celles et ceux qui mettent leur énergie à déconstruire ce monde binaire et patriarcal. Pas parce qu'il s'agit d'un nouveau créneau, mais parce que continuer à vivre ainsi, crée en nous un malaise insupportable.

Je pense au mouvement, né de l'ouvrage collectif *Noire n'est pas mon métier* (édition du Seuil, 2018. Initié par Aïssa Maïga), où des comédiennes, artistes et réalisatrices françaises noires, dénoncent la discrimination et l'instrumentalisation de l'image de la femme noire dans les films faits par des hommes blancs.

Je pense à la chanteuse française Yseult et à sa chanson Corps. Je pense à l'écrivaine engagée contre la grossophobie Daria Marx. Je pense à la chorégraphe Silvia Gribaudi, qui met en scène des corps bien

loin des canons esthétiques de notre époque, plus proches de nous. Je pense à l'artiste et performeuse Chiara Bersani qui porte son corps et son handicap en scène avec puissance et délicatesse. Je pense à Adèle Haenel, qui a réussi à se lever, les jambes tremblantes, l'estomac serré, la colère qui bat dans les tempes, pour se démarquer d'un monde qui récompense encore des hommes abjects que l'on transforme en monument du cinéma. Et à tous ceux qui osent encore séparer l'homme de l'artiste. Je pense à ces femmes journalistes, Victoire Tuaillon, Lauren Bastide, Charlotte Pudlowski ; qui travaillent d'arrachepied et réinventent ce nouvel espace sonore, appelé podcast, véritable outil pour déconstruire et reconstruire notre monde. Je les admire pour leur patience, leur savoir-faire, leur gentillesse, leur force et leur entêtement.

Les femmes brisent le silence et les tabous imposés. Pour comprendre le monde extérieur, elles décortiquent leur propre monde intérieur. Elles se situent sur le seuil, elles entrent et elles sortent, elles ne se projettent pas en avant sans regarder en arrière, elles savent que leurs ancêtres les poursuivent. Elles savent qu'elles ont une force bestiale. Elles le savent. C'est ce qui fait peur. Le système immunitaire résiste.

Voilà à quoi sert l'art, à réhabiliter des espaces de paroles, d'images, de pensées, à se réapproprier son propre corps. À déconstruire les mécanismes d'esclavage ordinaire. Aller au théâtre, pour le faire ou le regarder, c'est être dans l'immédiat, dans l'ici et maintenant, dans un échange direct d'énergie entre le public et les êtres qui agissent en scène.

Et le théâtre aime tous les espaces, il aime la rue, les places, les écoles et les salles de classe, les maisons de repos et les centres d'accueil pour demandeurs et demandeuses d'asile. Donner plus d'espace et de moyen à la culture, c'est donner une langue, un corps, des ailes aux minorités.

## Rôle des femmes dans le développement en Afrique subsaharienne : évolutions, enjeux et perspectives



Kodjovi Detchinli

La question du rôle des femmes dans le développement en Afrique subsaharienne fait débat depuis plusieurs années. Et pourtant elle est loin d'être tranchée, épuisée, tant le sujet est vaste et profond. D'ailleurs, il ne s'agit pas d'une question qui se pose spécifiquement à l'Afrique subsaharienne. Au contraire. La question est en effet planétaire et se pose sur tous les continents, bien entendu avec des connotations particulières spécifiques à chaque contexte. Elle est d'ailleurs au cœur de l'agenda international du développement depuis plus de deux décennies à travers les Objectifs du Millénaire pour le Développement et les Objectifs de Développement Durable.

On attribue généralement aux femmes un triple rôle dans la société : un rôle reproducteur (ou procréateur), un rôle productif (ou économique) et un rôle communautaire (ou politique). Et tout le débat sur le rôle des femmes dans le développement peut être résumé au débat sur le difficile équilibre entre les trois pôles du triple rôle de la femme dans la société.

Si le rôle reproducteur de la femme est universellement reconnu, ses rôles productif et politique semblent être moins reconnus et peu valorisés. Pour illustration, en octobre 2010, 252 femmes représentantes des organisations de la société civile et femmes leaders d'organisations de la base en provenance de 33 pays africains, réunies au Forum

des ONG en prélude au lancement de la Décennie de la Femme Africaine, avaient publié un communiqué dit « Le Communiqué du 10-10-10 » à travers lequel elles appelaient les Etats Membres de l'Union Africaine à :

- « reconnaître et apprécier le rôle essentiel que jouent les femmes de la base en complétant l'Etat en matière d'accès aux besoins élémentaires notamment de santé et de logement, l'accès à la justice à travers des modèles comme des groupes communautaires de Contrôle des Terres, et la gestion des ressources naturelles »
- « investir dans l'habileté prouvée par les regroupements de femmes de la base de se mobiliser et de s'organiser sur les questions de gouvernance et de responsabilité ainsi que de développement ».

Plus de 10 ans après, la question du rôle des femmes dans le développement alimente encore les débats dans divers espaces et sphères, y inclus les colloques et autres manifestations scientifiques organisés par les universités de la région. Le présent article s'invite dans ce débat non point pour le clore mais plutôt pour le relancer, en partageant des questionnements suscités par certains constats de terrain.

Sur le terrain, pour tout observateur attentif des processus de développement en Afrique subsaharienne, les évolutions

Kodjovi DETCHINLI est Consultant en Formulation (Planification), Analyse, Gestion, Suivi, Evaluation et Capitalisation de politiques, programmes et projets de développement pour le compte de plusieurs organisations internationales intervenant en Afrique, dont l'ASTM. Il travaille sur plusieurs thématiques et problématiques du développement dont le genre, l'inclusion, les droits humains, la protection de l'environnement, la gouvernance, etc. Il est également Chercheur associé à un laboratoire de recherche de l'Université de Lomé (Togo).

du rôle (ou plutôt de la place) des femmes dans le développement au cours des deux dernières décennies sont très frappantes. Pendant longtemps exclues, écartées, ignorées, négligées, bref « invisibilisées », les femmes sont de plus en plus en avant-plan des efforts et des « success stories » en matière de développement en Afrique subsaharienne. On note en effet la présence croissante de femmes à la tête des associations et ONG de développement. Plusieurs comités locaux de développement ou de gestion de projets sont de plus en plus dirigés ou contrôlés ou dominés par des femmes. On assiste ainsi à l'émergence progressive d'un véritable leadership féminin dans la gestion des processus locaux de développement.

La participation des femmes à la croissance économique est de plus en plus reconnue et valorisée. Outre le cas longtemps bien connu du commerce des pagnes dominé par les célèbres « Nana Benz » de Lomé, plusieurs secteurs économiques clés comme l'agriculture (notamment la production maraîchère), la « petite » transformation agroalimentaire, le « petit » commerce des produits agricoles et des denrées alimentaires, etc. sont de plus en plus investis et dominés essentiellement par les femmes. La CTPA (Coopérative de transformation des produits agricoles), une organisation partenaire



© Sophie Hames

de l'ASTM au Burkina Faso, est une illustration particulièrement édifiante de ces nouvelles dynamiques. On peut également citer le cas des unions de femmes productrices de riz étuvé, des organisations de femmes promotrices d'unités de transformation des fruits et des légumes, etc. dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne. Et la liste n'est pas exhaustive.

Toujours sur le plan économique, les initiatives de mobilisation et de redistribution de l'épargne rurale, de réappropriation du contrôle des citoyens sur leur argent comme les tontines traditionnelles, les GEC (groupes d'épargne et de crédit), sont essentiellement portées et entretenues par les femmes. Au passage, il est important de souligner à l'attention du lecteur ou de la lectrice qu'il ne s'agit pas ici de la microfinance « classique » à propos d'ailleurs de laquelle on peut

« Nana Benz » (littéralement Maman Benz) est le surnom donné aux femmes d'affaires togolaises qui ont fait fortune dans le commerce ou la distribution de pagnes (Wax Hollandais), une activité prospère surtout dans les années 1960 à 1980. Elles auraient été les premières (et pendant longtemps les seules) à circuler en véhicules de marque Mercedes-Benz au Togo. Elles étaient parmi les premières femmes millionnaires (voire milliardaires) d'Afrique de l'Ouest. Dans certaines langues locales togolaises (adja, mina, etc.), « nana » est un terme affectueux et familier dérivé de « ena » qui signifie « mère ». Dans le surnom « Nana Benz », le vocable « nana » exprime une marque de politesse et de respect (voire d'admiration) pour ces femmes d'affaires pas toujours lettrées mais qui se sont imposées comme de véritables expertes en négoce international.

légitimement se demander ce qu'elle aurait été sans les femmes.

Les femmes sont également de plus en plus présentes dans les efforts de gestion de l'environnement et de lutte contre le changement climatique dans plusieurs pays ouest-africains. Au Togo par exemple, dans les projets d'électrification solaire, de plus en plus, ce sont les femmes qui sont formées pour l'installation des kits solaires dans les villages. Les femmes sont par ailleurs au premier plan des efforts de gestion et de recyclage des déchets au Bénin, au Ghana, au Togo, etc. que ce soit en matière de tri-compostage des ordures ménagères ou de recyclage des déchets plastiques.

Ces quelques exemples indiquent que de la position de simples « reproductrices » et « spectatrices », les femmes semblent s'ériger de plus en plus en des « locomotives » des processus locaux de développement en Afrique subsaharienne. Elles sont de plus en plus reconnues comme incontournables pour relever les défis de l'efficacité, de l'efficience et de la durabilité, bref de la réussite des projets ou actions de développement, au point d'être présentées par certains observateurs et analystes comme « l'espoir de l'Afrique ». Au regard de la persistance (voire de l'accentuation) des inégalités entre les femmes et les hommes, cet enthousiasme et cet optimisme par rapport aux perspectives du rôle des femmes dans le développement en Afrique subsaharienne sont-ils réalistes ? En d'autres termes, l'émergence récente du leadership féminin dans le portage et le pilotage de processus locaux de développement en Afrique subsaharienne est-elle un phénomène irrésistible, irréversible et durable ? Jusqu'à quel degré peut-elle transformer les rapports sociaux entre les hommes et les femmes ? Ces questions appellent aussitôt plusieurs autres questions relatives notamment aux causes de la marginalisation des femmes dans le fonctionnement général de nos sociétés et du monde d'aujourd'hui.



Cérémonie de remise en Novembre 2019 à Abidjan à Mme Florence KABORE Epouse BASSONO, Coordinatrice de CTPA, du Prix de Meilleure Entrepreneuse Africaine dans le Secteur Agricole, prix décerné par la Fondation Pierre Castel. CTPA est partenaire de l'ASTM.

Avec un peu de recul, on peut en réalité se demander comment on a pu pendant si longtemps marginaliser les femmes tant elles sont concernées par presque toutes les problématiques du développement. En effet, les femmes sont plus touchées par la pauvreté que les hommes, quelle que soit l'approche d'analyse ou de lecture considérée (approche monétaire ou approche basée sur les besoins essentiels ou approche basée sur les capacités ou encore approche basée sur les droits humains). Les femmes sont également les plus touchées par l'analphabétisme, les discriminations, les inégalités sociales, les injustices, les violations de droits humains, etc. Les femmes sont d'autre part au cœur des débats sur les liens entre la croissance démographique et le développement en Afrique subsaharienne. Certains spécialistes et certaines institutions internationales comme le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) ont même essayé de chiffrer le coût (ou le manque

des ressources par une minorité (ou les plus forts) au détriment de la majorité (ou les plus faibles). Les autres causes apparentes ou immédiates comme les guerres, les conflits armés, les troubles sociopolitiques, les mesures et politiques publiques génératrices d'inégalités, etc. s'enracinent en fait dans l'un ou l'autre des deux systèmes dominants, bien ancrés dans les mœurs et qui régissent depuis plusieurs siècles maintenant le fonctionnement de nos sociétés. Aujourd'hui, le capitalisme est présent partout sur la terre, même dans les villages les plus reculés des anciens pays communistes. Fort heureusement, les effets dévastateurs du capitalisme sont de plus en plus dénoncés par plusieurs économistes et spécialistes du développement. Le bilan mitigé des récents mouvements de lutte en faveur de l'accès à la terre pour les femmes en Afrique subsaharienne illustre bien le poids et la résistance des coutumes patriarcales.

Pour revenir à notre question initiale, les enjeux du développement et les évolutions récentes observées sur le terrain autorisent à croire que les femmes devraient nécessairement faire partie de « l'espoir de l'Afrique ». Elles n'ont pas besoin d'être à elles seules « l'espoir de l'Afrique ». Mais le chemin vers une société africaine totalement transformée au sein de laquelle les hommes et les femmes ont les mêmes chances de participer au développement de leur communauté semble encore long. Et ce chemin devrait être balisé par un fort mouvement de construction d'alternatives viables au patriarcat et au capitalisme.

à gagner) des inégalités de genre pour les économies africaines. Globalement, ledit coût se chiffre en moyenne à plusieurs milliards de dollars US par an pour l'Afrique subsaharienne, et ce, depuis plusieurs années. Les constats et les analyses ci-avant exposés sont bien connus des décideurs politiques et des acteurs du développement en Afrique subsaharienne. Ils indiquent qu'en réalité, les femmes ne devraient jamais être tenues à l'écart des processus de développement ! Pourtant, cela s'est produit et se produit encore. La question logique qui suit est alors : pourquoi ?

Parce que le fonctionnement de nos sociétés et du monde repose essentiellement sur deux systèmes dominants complémentaires qui créent et se nourrissent des inégalités sociales, à savoir le patriarcat et le capitalisme (néolibéralisme). Ces deux systèmes se caractérisent par un accaparement, une accumulation et une concentration insatiables, illimités des pouvoirs et

*Le chemin vers une société africaine totalement transformée au sein de laquelle les hommes et les femmes ont les mêmes chances de participer au développement de leur communauté semble encore long. Et ce chemin devrait être balisé par un fort mouvement de construction d'alternatives viables au patriarcat et au capitalisme.*

## Le difficile équilibre d'un positionnement correct



Adolpho Madonaldo, membre d'Acción Ecológica et cofondateur de la Clinique de l'environnement, Equateur

Selon le dictionnaire de l'Académie royale de la langue espagnole (RAE), l'une des significations du suffixe „isme“ est « de former des noms qui signifient habituellement „doctrine“, „système“, „école“ ou „mouvement“, ainsi que „attitude“, „tendance“ ou „qualité“, ... » et donne notamment comme exemples communisme, socialisme, capitalisme, féminisme, véganisme. Dans chacun de ces cas, on trouve des tendances de différentes nuances de gris, des plus radicales aux plus tièdes.

### Pas de mot pour le nommer

Cependant, le masculinisme n'existe pas, il est directement appelé machisme qui, comme le nazisme, ne comporte pas d'échelle de gris : il est extrême, violent et destructeur de l'autre. C'est peut-être à cause de cela, parce que ce substantif fait défaut, que l'on a commencé à parler « d'autres masculinités », comme il a aussi été dit dans les Forums sociaux, « qu'un autre monde est possible » : un désir qui parle davantage de ce dont on ne veut pas (ce qui existe), bien que l'on ne sache pas très bien ce qu'il pourrait être, qui n'a pas de forme et qui reste à construire.

Le mot «masculinisme» ne figure pas dans le dictionnaire de la RAE, alors que depuis plus d'un siècle, c'est le terme qui est utilisé, dans le monde anglo-saxon, non pas comme une manière de reconstruire l'identité masculine à partir des « autres masculinités », mais comme un processus de confrontation avec le féminisme, une sorte d'antiféminisme, agissant aussi comme une doctrine, un système ou un mouvement.

### La peur de l'autre est une conséquence de la perte de communauté

Je me sens écologiste, naturaliste, humaniste, animaliste et avec un engagement social et communautaire clair, car je comprends que tout cela défend et prend soin de la vie dans ses sens les plus étendus et les plus profonds ; mais j'avoue que je ne peux pas me définir comme féministe. Tout d'abord parce que je crois que le sens du féminisme, du moins le plus visible, est celui des femmes pour les femmes, en ce sens qu'il s'est construit avec un fort besoin de discrimination positive, sans doute nécessaire, mais qui aujourd'hui peut frôler de nouvelles formes d'exclusion.

Je me suis moi-même senti discriminé à un moment donné lorsque, au nom de la parité des sexes, on m'a refusé la parole, lorsque j'ai essayé de présenter les résultats d'une étude qui dénonce la condamnation de 200 femmes à mort par cancer dans les zones pétrolières, parce que les glandes avec lesquelles je parle ne sont pas adéquates. La représentation

est forcée, non pas par le contenu mais par les formes. Combien de fois les hommes ne sont-ils pas disqualifiés par le simple fait d'être des hommes, et leur condition violente et abusive est implicite dans cette exclusion ?

J'ai un ami en prison, un leader contre l'exploitation pétrolière, accusé par une mère d'avoir voulu violer sa fille mineure. L'accusation est clairement fautive, et je sais que cette mère a touché de grosses sommes de la part de la compagnie pétrolière pour faire disparaître ce dirigeant ; mais pour les juges qui l'ont jugé, l'accusation a suffi à faire du crime un fait et de la condamnation une réalité. Les entreprises utilisent ces astuces pour criminaliser la simple protestation, en profitant du punitivisme du féminisme. J'en suis arrivé à craindre qu'une femme s'assoie à côté de moi dans le bus, lors de longs voyages en Amazonie, et qu'à un moment indéterminé, elle m'accuse sans raison d'une quelconque forme d'abus.

Ces peurs, construites dans l'autre, ne sont même pas proportionnelles à celles que les femmes vivent au quotidien depuis des siècles. Fleury (2010) affirme qu'elles se fondent sur la perte des relations familiales, en s'éloignant des pratiques de solidarité communautaire, conséquence de la perte des formes traditionnelles de protection sociale. La construction de la peur chez l'autre est une conséquence de la perte de la communauté et de ses relations internes de protection.

### Nous ne sommes pas habitués à coexister dans la diversité

Le féminisme, en tant que principe d'égalité des droits entre les hommes et les femmes, n'est pas seulement nécessaire, il est urgent, bien que le féminisme doctrinaire ou dogmatique, dans sa position la plus radicale, exclut la moitié de la population mondiale pour des raisons biologiques, en faisant ainsi des ennemis directs. Or, un homme peut-il être féministe si le substantif lui-même



© Roya Ann Miller, Unsplash

nous exclut ? Peut-il être un féministe doctrinaire du fait de son exclusion, ou un libéral, un tiède, ou un victime ?

En Équateur, depuis peu, les féministes qualifient d'aliades, avec un caractère désobligeant, les hommes qui participent aux marches féministes, arguant qu'il s'agit d'une sorte de posture politique de gauche, car ces hommes sont aussi machos que les autres. Je comprends et assume les langages inclusifs, mais j'ai l'impression qu'ils deviennent exclusifs ; c'est peut-être pour cela que je ne comprends pas pourquoi on les appelle «aliades» (forme mixte du mot allié) et non simplement «alliados» (forme masculine). Y a-t-il une critique implicite

au travail, ... sont tous des exemples convaincants que le pouvoir et les privilèges, aux mains des hommes, nous mènent à une impasse, dans laquelle le féminisme jouera un rôle fondamental pour l'avenir de l'humanité.

Cependant, avec la plupart des «ismes», il arrive comme avec le communisme : l'on peut s'identifier comme tel, mais l'on doit immédiatement mettre l'adjectif, marxiste, maoïste, trotskiste, ou socialiste de Rosa Luxemburg, social-démocrate, ou du XXIe siècle, ... Les noms perdent de leur force lorsqu'ils nécessitent des adjectifs : la démocratie doit maintenant être participative, délibérative, représentative ; la science, positiviste ou critique ; et, bien que dans l'art pictural chaque tendance (baroque, abstraite, hyperréaliste) enrichisse l'ensemble, dans le reste des «ismes-doctrines» une telle coexistence n'a pas été atteinte. Même parmi les écologistes, il y a les radicaux, confrontés aux «vert-gris», les conservationnistes, etc ...

Chaque école qui émerge est une brèche dans le concept original et génère des doctrines ou des tendances, au sein de chacune d'entre elles, qui s'affrontent et exigent de l'autre un positionnement. Nous ne sommes pas habitués à la coexistence dans la diversité. Dès que nous le pouvons, nous essayons de construire une prétendue supériorité et briser les ponts qui relient les luttes. Cette confrontation a également atteint le féminisme et, parfois, ce transit réparateur qui conduit la victime à se reconnaître comme survivante et, de là, à son autonomisation, n'arrive pas à destination, et la personne ne peut que se lécher les blessures, à peine dans la première étape, ou à chercher une vengeance disproportionnée, passant d'une force transformatrice à une force destructrice comme celle que l'on veut confronter.

de leur part envers le collectif LGTBIQ+ qui reconnaît aujourd'hui l'existence de 37 genres ?

Je ne dis pas par là que le féminisme radical devrait se modérer : le fait que des milliers de femmes perdent la vie chaque année dans toutes les régions du monde et dans des environnements familiaux exige des positions radicales pour y mettre fin. Le commerce du sexe, qui fait de centaines de milliers de femmes des victimes, est un exemple de la condition d'esclavage sélectif qui perdure à ce jour. Les agressions systématiques contre leurs corps, tant dans les guerres que dans des situations de paix supposées, ou dues à la religion ; les inégalités

## Le soin de l'autre est une pratique fondamentale pour la construction d'un monde de relations égalitaires

Il y a quelques mois, une patiente atteinte d'un cancer nous a fait part de son indignation. Son mari, lorsqu'il a découvert son état, a décidé de l'abandonner et de ne pas participer au processus de guérison. Il lui a dit que si elle n'était pas capable de s'occuper de lui ou d'avoir des relations sexuelles régulières, et que « en plus, il devait s'occuper d'elle », il allait se trouver une autre femme. Le soin, à mon avis, sans avoir approfondi le sujet, devient un élément central. Le soin du corps, de la famille, de la maison, des relations, devient l'axe de la revalorisation et de l'appréciation de l'autre, ainsi que de la compréhension de cet autre monde possible, avec d'autres masculinités.

L'exercice du soin est d'une telle importance que certains proposent de le professionnaliser, et donc de l'intégrer au capitalisme, mais il y a aussi ceux qui s'en éloignent avec une réelle aversion, alors que derrière le soin se cache le souci de l'autre. Je crois en cet exercice pour la construction d'un monde de relations égalitaires qui transcende les compartiments étanches auxquels les étiquettes nous réduisent.

## La récupération de la tendresse marque le chemin

Il y a quelques années, alors que notre fils grandissait, ma compagne a dit que cet enfant avait eu beaucoup de chance car il avait eu deux mères. Ma tendresse envers lui, mon fils unique, et ma profusion de soins ne pouvaient être masculines, je devais être une mère car du père on n'attend que la violence, l'imposition de règles et l'établissement d'un ordre

à suivre. Cela fait partie de la manière d'expérimenter les «autres masculinités» : le processus de tendresse, de l'affection non sexualisée et de la générosité des étreintes fréquentes.

Une de mes amies me racontait que son père essayait d'apprivoiser un perroquet qui ne se laissait pas faire et criait de désespoir. Sur son épaule gauche, l'homme portait un autre perroquet, déjà apprivoisé et presque vieux, qui regardait avec impatience les cris du premier qui vivait dans la crainte de l'autre. Dans un moment de désespoir, le vieux perroquet saisit la tête du perroquet hurleur avec une de ses griffes et l'approcha du cœur de l'homme. Il ne fallut qu'un instant, le temps nécessaire au perroquet apeuré pour sentir les battements du cœur de l'homme, qu'il était déjà apprivoisé. L'étreinte est la rencontre des cœurs. Je crois que la tendresse dans les relations devrait faire partie du chemin à suivre.

## Des nouveaux mots pour décrire des nouvelles réalités

Il y a quelques années, lorsque nous travaillions contre les épandages aériens du Plan Colombie, nous nous sommes rendu compte que certains dirigeants communautaires occupaient des positions très dures au sein de leur famille et que la tendance sacrificielle des gouvernements était reproduite par eux-mêmes dans leur famille, où ils exerçaient la gouvernance. Depuis, nous avons décidé que toutes nos initiatives ne pourraient plus être construites sur l'acceptation du sacrifice, quel qu'il soit, mais sur base d'une solidarité qui se nourrit de célébrations et de joie. C'est pourquoi nous avons intégré l'exercice de l'alléghémie. Un substantif nouveau, et pas encore divisé, dans lequel les sept «A» qui le composent sont ce mélange de soin, de pré-occupation, de joie et de tendresse qui pourrait représenter ces autres masculinités pour la construction du «Bien Vivre» dans les communautés.

Peut-être qu'avec ce regard, plus bienveillant, artistique et joyeux, la diminution de la tension pourrait éviter les courts-circuits et nous aider à nous accepter comme divers, dans la construction du concept indigène et Andin du Bien Vivre, qui exige la complémentarité, dans laquelle l'opposé est notre complément ; la réciprocité, qui exige un flux et un échange de générosités ; intimité liée à la correspondance entre symboles et réalités comme un ensemble fluide de concepts qui se reconnaissent entre eux ; pour, finalement, soutenir une relationnalité qui n'est pas seulement entre les opposés, mais avec tout. Ces concepts de Pachasofia, ou philosophie de la terre, pourraient indiquer une autre partie du chemin à suivre.

### Sources/Notes:

Fleury, Sonia. 2010 : Quelle protection sociale pour quelle démocratie ? Les dilemmes de l'inclusion sociale en Amérique latine. *Medicina Social* vol. 5, n° 1, mars. Disponible sur [www.medicinasocial.info](http://www.medicinasocial.info)

Santos, Boaventura de Souza. 2009. Plurinationnalité : la démocratie dans la diversité. Abya Yala, Quito

Patients atteints de cancer inscrits au Registre biprovincial des tumeurs, une expérience promue par la Clinique de l'environnement et l'Union des personnes affectées par les activités pétrolières de Texaco (UDAPT).

Gabriela Aguilar, qui gère le parc botanique Los Yapas à Pastaza, en Équateur.

Julio Monsalvo promeut cette tendance à «augmenter la joie dans le sang», depuis sa conception en Argentine, qui comprend ce qu'on appelle les 7A : l'abri, l'eau, l'air, l'aliment, l'apprentissage, l'art et l'affection/l'amour. (NdT : en espagnol : abrigo, agua, aire, alimento, aprendizaje, arte et afecto/amor.)

# «Ce que les femmes défenseuses des droits humains réclament, c'est une solidarité qui encourage à analyser et à traiter de manière exhaustive les causes profondes de l'oppression des femmes»



Interview avec Christina Palabay, secrétaire générale de Karapatan, Philippines

## Qu'est-ce que cela signifie pour vous d'être une femme défenseuse des droits humains ?

Être un défenseur des droits humains et une femme signifie avoir une perspective intersectionnelle sur les causes profondes des problèmes sociaux et un cadre global pour transformer les situations qui portent atteinte aux droits humains et aux droits des femmes.

Pour moi, il s'agit aussi de devoir apprendre et réapprendre le courage, d'oser affronter, défier et perturber les récits féodaux sur les femmes, de prendre des risques pour sauver des vies, de renforcer la résilience pour continuer à lutter et de braver des chemins inexplorés pour oser construire une société meilleure.

**De votre point de vue, quelles sont les luttes (sociales, économiques, politiques, environnementales, institutionnelles, etc.) auxquelles sont confrontées les femmes défenseuses des droits humains et qui sont spécifiques aux femmes ?**

Les femmes continuent de faire face à de multiples fardeaux en raison de leur sexe et de leur genre. Nous continuons à être considérées et traitées comme des marchandises ou des biens, comme des citoyens de seconde classe et comme des dommages collatéraux. Pendant les crises, les femmes supportent le fardeau de la détresse économique en assumant des rôles multiples comme les soins et le travail domestiques ou en étant confrontées au chômage ou au sous-emploi, tandis que l'accès aux services de santé, y compris la santé reproductive, reste gravement sous-priorisé. De même, les femmes sont sous-représentées dans les structures de prise de décision, de politique et de gouvernance formelles ou informelles. Parfois, les femmes sont mal représentées car leurs intérêts et leurs droits ne sont pas défendus dans ces structures. Nous continuons à être confrontées à la discrimination et à l'inégalité, et nous sommes les victimes de la violence sexiste. Ces luttes sont spécifiques aux femmes défenseuses des droits humains.

Je reçois tous les jours des menaces de mort et de viol par SMS sur mon téléphone

Cristina Palabay, également connue sous le nom de Tinay, est une militante et une féministe engagée. Palabay est une militante politique depuis l'époque où elle était étudiante à l'Université des Philippines, d'abord en tant que secrétaire générale de l'Alliance nationale des conseils étudiants de l'Université des Philippines, puis présidente nationale de l'Union nationale des étudiants des Philippines. Elle a été fondatrice et, plus tard, secrétaire générale du Gabriela Women's Party, un parti politique militant pour les droits des femmes. Palabay a contribué à la fondation de Tanggol Bayi, un réseau national et une association de femmes défenseuses des droits humains aux Philippines pour faire avancer les droits des femmes. Palabay est également l'organisatrice de plusieurs plateformes de plaidoyer axées sur les droits des femmes, telles que l'APWLD (Forum Asie-Pacifique sur les femmes, le droit et le développement). Elle est membre du conseil d'administration de Kapederasyon, une organisation de lesbiennes, de gays, de bisexuels et de transgenres aux Philippines, car elle est également une militante lesbienne.

Depuis 2010, elle est secrétaire générale de Karapatan, une alliance nationale d'organisations, de bureaux et d'individus œuvrant pour la promotion et la protection des droits humains aux Philippines. En tant que porte-parole et représentante de cette alliance, elle a participé à de nombreuses réactions rapides et missions d'enquête pour documenter et enquêter sur les violations des droits humains, mener des activités de plaidoyer et diriger des actions de masse. Elle a également fourni une assistance juridique aux victimes et déposé des dossiers et des plaintes auprès des tribunaux. Elle a mené des actions de lobbying en vue de la promulgation de diverses législations sur les droits humains, telles que le projet de loi sur la protection des défenseur.e.s des droits humains.

Au fil des années, Palabay n'a cessé de défendre les droits humains et les libertés fondamentales. Elle a courageusement publié des communiqués de presse, pris la parole dans des forums publics, mobilisé pour des manifestations, fait pression sur les organismes régionaux et internationaux de défense des droits humains pour dénoncer les violations des droits humains commises par le gouvernement.

En raison de son travail, Palabay est constamment confrontée à des situations dangereuses, allant du red-tagging aux menaces de mort et de viol en ligne, et ceci presque quotidiennement. Palabay a fait l'objet d'un harcèlement judiciaire de la part du conseiller à la sécurité nationale du gouvernement. Elle a fait l'objet d'un mandat d'arrêt après avoir dénoncé les violations des droits humains commises par le gouvernement de Duterte lors du Conseil des droits de l'homme des Nations unies à Genève en mars 2020. Après être rentrée saine et sauve aux Philippines, Palabay a payé une caution.

Au cours des quatre dernières années, 13 défenseurs des droits humains de Karapatan ont été tués. Aucune de ces affaires n'a été poursuivie et encore moins résolue. Zara Alvarez, une amie chère à Palabay, a été tuée en août 2020.

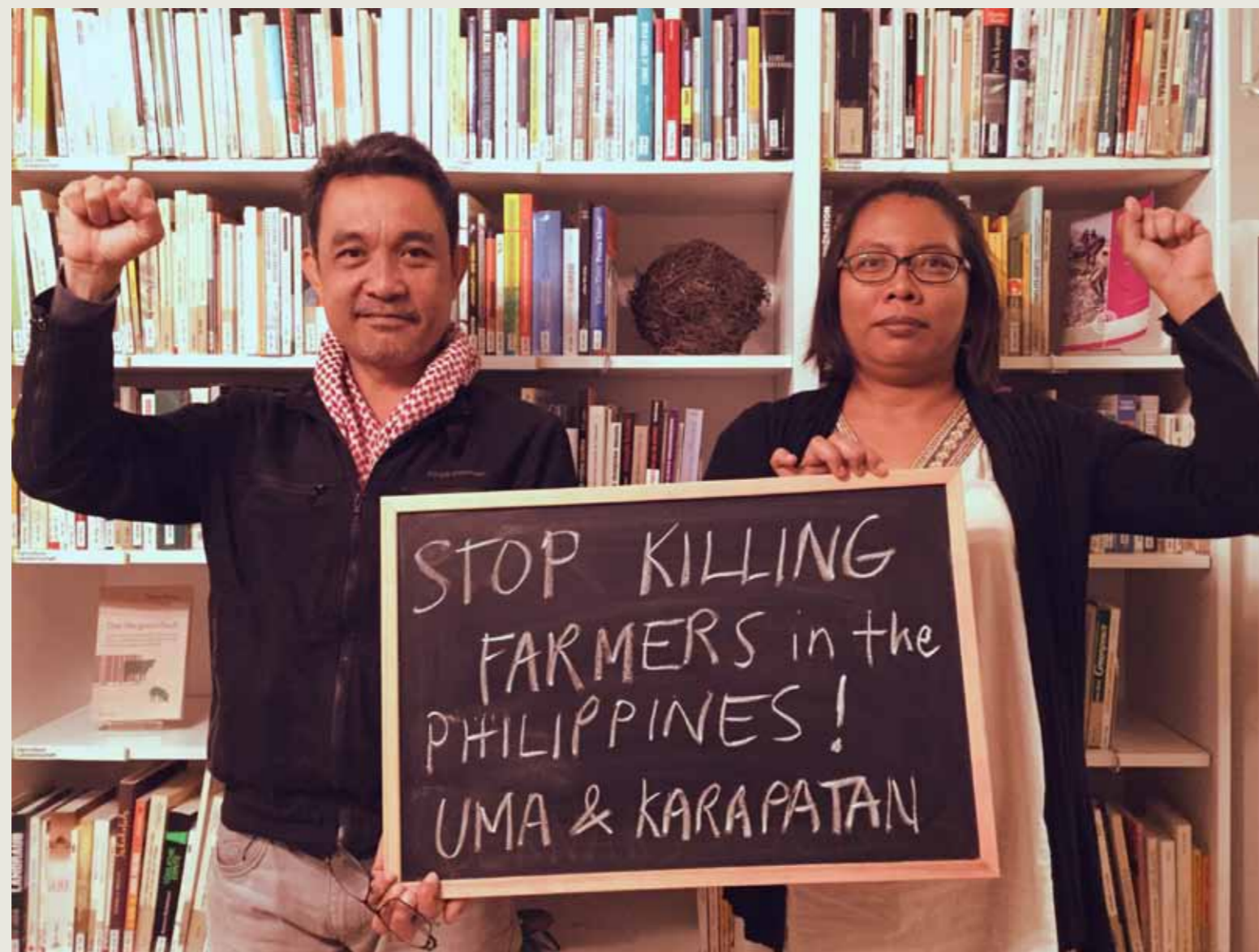
Pour faire face à ces risques, elle met en place des protocoles de sécurité, comme emprunter constamment des itinéraires et des moyens de transport différents, ou encore travailler et dormir dans des endroits différents. En outre, Karapatan signale les violations aux entreprises de médias sociaux et organise des formations sur la sécurité numérique à l'intention des défenseurs des droits de l'homme. Enfin, et surtout, ils organisent des séances de soutien psychosocial.

portable et sur mes comptes en ligne. Je fais également l'objet de harcèlement judiciaire. Les menaces que j'ai reçues étaient accompagnées de menaces de violence à caractère sexuel, qui visent à déshumaniser une personne et à la décourager de travailler en tant que femme défenseure des droits humains.

#### Quelle a été l'évolution dans votre pays pour les femmes défenseures des droits humains ?

Le mouvement des femmes et la défense des droits humains aux Philippines ont remporté d'énormes victoires en faisant

avancer les législations qui criminalisent le viol, le harcèlement sexuel, la traite et d'autres formes de violence contre les femmes et les enfants. Nous disposons également d'une Magna Carta des femmes, qui consacre les droits des femmes, y compris le droit à la participation publique, ainsi que l'intégration de la dimension de genre dans les politiques de développement. Néanmoins, outre leur mauvaise application, ces lois et politiques restent incapables de s'attaquer aux causes profondes de l'oppression des femmes. Ces mesures sont donc plutôt considérées comme des gestes symboliques.



Tinay Palabay en visite au CITIM en septembre 2018

Malgré les risques qu'elle encourt, Mme Palabay poursuit sans relâche son activisme. Elle aspire à une société juste et humaine aux Philippines et partout ailleurs. Même s'il s'agit d'un grand rêve, elle ne cessera d'y aspirer et d'y travailler. Elle espère que, même si elle ne le voit pas de son vivant, son travail et sa façon de faire contribueront à la société des générations futures.

Les femmes défenseures des droits humains ne sont toujours pas reconnues en tant que telles et font l'objet de violences de la part de l'État, notamment d'assassinats, d'arrestations et de détentions arbitraires, de disparitions forcées, de dénigrement et de diffamation, de menaces de mort et de viol et d'autres formes de violence fondée sur le genre. Ce traitement est largement perçu comme ayant des liens avec le langage misogone et la rhétorique et les politiques néfastes promues contre les défenseurs des droits humains par les personnes au pouvoir.

#### Quels sont les obstacles pour obtenir de la solidarité en vue d'une justice de genre envers les femmes défenseures des droits humains ?

Les structures patriarcales profondément enracinées restent le principal obstacle à la solidarité pour une justice entre les femmes et hommes défenseurs des droits humains. Ce que les femmes défenseures des droits humains réclament, c'est une solidarité qui encourage à analyser et à traiter de manière exhaustive les causes profondes de l'oppression des femmes en transformant les conditions concrètes qui mènent à ces violations contre les femmes défenseures des droits humains.

#### Selon vous, existe-t-il un lien entre la justice environnementale, la justice sociale et la lutte pour une justice spécifique aux femmes ?

La lutte des femmes pour la justice est inextricablement liée à la lutte pour la justice environnementale et sociale, car les causes profondes de la dégradation de l'environnement, de la pauvreté et de l'inégalité font partie des causes profondes de l'oppression des femmes.

#### Quel conseil donneriez-vous à la prochaine génération de femmes défenseures des droits de l'homme ?

À la prochaine génération de femmes défenseures des droits humains: Votre avenir est entre vos mains. Vous avez le pouvoir de définir un monde meilleur en

luttant pour la justice de genre, la justice sociale et environnementale. Je vous enjoins de mener cette lutte difficile, périlleuse mais belle et éclairante pour la dignité et la liberté.

#### Informations complémentaires sur les associations et sur Tinay Palabay :

- Cristina Palabay sur twitter, <https://twitter.com/tinaypalabay>
- Cristina Palabay sur Instagram, <https://www.instagram.com/tinaypalabay/>
- Cristina Palabay vidéo courte, Septembre 2020, <https://www.youtube.com/watch?v=ZFvL6jFUQw8>
- Cristina Palabay vidéo courte, Janvier 2021, [https://www.youtube.com/watch?v=\\_vhaOL09M7Y](https://www.youtube.com/watch?v=_vhaOL09M7Y)
- Site internet de Tanggol Bayi (le nom se traduit approximativement par «femme qui défend»), <https://tanggolbayi.wordpress.com/>
- Site internet de Karapatan, <https://www.karapatan.org/>
- Site internet du APWLD, Forum Asie-Pacifique sur les femmes, le droit et le développement, <https://apwld.org/>
- Profil de Cristina Palabay chez Frontline Defenders, <https://www.frontlinedefenders.org/en/profile/cristina-tinay-palabay>
- #UrgentAlert PHILIPPINES / Solidarité avec Cristina Palabay, criminalisée pour avoir défendu les droits de l'homme, Mars 2020, <http://im-defensoras.org/2020/03/urgentalert-philippines-solidarity-with-cristina-palabay-criminalized-for-defending-human-rights/>
- Cristina Palabay: « Je reçois des menaces de mort et de viol tous les jours », Janvier 2021. <https://www.quirium.org/fighters/cristina-palabay-i-experience-death-and-rape-threats-on-a-daily-basis/>
- Publication avec Cristina Palabay comme éditrice, Speak and Be heard: APWLD Guide to Women's Tribunals [https://apwld.org/wp-content/uploads/2016/09/2016\\_Guide\\_to\\_womens\\_tribunal.pdf](https://apwld.org/wp-content/uploads/2016/09/2016_Guide_to_womens_tribunal.pdf)

## Féminismes et développement, une équation possible ?



Gabriela Caceres

La critique féministe du modèle de société actuel est peut-être l'une des plus fortes, des plus radicales et des plus complexes qui soient. De même, les féminismes ont construit des propositions profondes de changement social qui sont indéniablement porteuses de nouveaux paradigmes. Nous avons voulu inviter trois militantes féministes latino-américaines à nous donner leur avis sur ce qu'elles entendent par développement et sur ce que le féminisme peut y apporter.

A l'unisson, les trois ont répondu qu'il est important de reconnaître l'existence d'une pluralité de féminismes, de parler d'eux au pluriel. «Les féminismes portent et cherchent des points de vue critiques», dit Herrera. Sur un ton jeune, García souligne : «Nous sommes des rebelles et cela dérange». L'objectif est d'«introduire dans les débats les visions, les expériences et les aspirations de celles qui ont été ignorées dans les propositions de développement, ou qui ont été considérées principalement comme des 'indicateurs du bien-être des autres' ».

Cette invisibilisation des femmes a été transversale dans la société et les organisations sociales, politiques et autres n'y ont pas échappé. Comme le souligne García, « les féministes sommes présentes dans toutes les luttes, même dans la lutte pour dépatricariser et décoloniser les espaces organisationnels ».

Depuis l'Équateur, Yañez approfondit et élargit la critique, en mettant l'accent sur le deuxième élément de l'équation : « pour de nombreuses organisations latino-américaines, le développement a cessé d'être un objectif », car depuis

plusieurs décennies, il est utilisé pour justifier « l'imposition de politiques de dépossession et de violation des droits et des affectations de la nature ». Dans ce contexte, les luttes contre l'extraction intensive des ressources, ou en faveur des droits des femmes, ou pour la défense des corps-territoires, ou les revendications des féminismes communautaires et territoriaux «sont, en pratique, des luttes contre le développement, dans le meilleur des sens du terme ». Les féminismes du Sud, ainsi que les écologismes populaires, contribuent à stopper ce développement qui « n'est soutenu que par plus d'extractivisme, par l'approfondissement de l'hétéropatriarcat et par le colonialisme ».

### Donner un nom aux réalités ignorées

En même temps, les féminismes ont permis de nommer certaines réalités historiquement ignorées. Selon Herrera, « l'énonciation a été un acte profondément politique au sens large du terme ». Nommer des réalités telles que la violence fondée sur le genre ou le féminicide a également permis de les resignifier, car, bien qu'elles aient toujours existé, « elles n'avaient pas été comprises comme des violations des droits humains, parce que celles qui les ont subies, au fond, n'étaient pas considérées comme des êtres humains ».

Avec l'énonciation, des noms ont également été donnés à l'économie des soins, aux tâches de reproduction sociale et domestique « qui ont été cachées dans les débats économiques et les comptes

### Activistes interviewées

**Morena Herrera** : Féministe et militante des droits humains, elle est internationalement reconnue pour son travail contre l'interdiction de l'avortement dans son pays. Elle a combattu dans la guérilla pendant la guerre civile au Salvador et est membre fondateur de l'organisation Colectiva Feminista para el Desarrollo Local (Collectif féministe pour le développement local).

**Ivonne Yañez** : Féministe et militante des droits de la nature. Elle est membre de l'ONG équatorienne Acción Ecológica (Action écologique).

**Erika García Cárcamo** : Féministe hondurienne, membre de l'ONG Centro de Derechos de las Mujeres (Centre des droits des femmes).

nationaux, mais qui, comme nous le savons, assurent la vie dans nos sociétés ». Comme on l'a clairement vu pendant la pandémie, les femmes ont assumé les tâches de protection et de soins de la santé collective, d'alimentation, de reproduction sociale. Pour Yañez, « ceci est tout sauf du développement ».

Ainsi, poursuit Yañez, les femmes, par le biais de leurs organisations, de leurs pratiques et de leurs réflexions collectives, contribuent à « définir les lignes directrices vers lesquelles doivent s'orienter les propositions pour la construction de sociétés plus justes et plus écologiques », qui mettent au centre le soin de la vie et non le profit et l'individualisme.

### Dénoncer le déni de leur condition de personnes et créer une chaîne de solidarités concrètes

Mais a-t-il suffi de nommer les problèmes pour réussir à changer la

réalité sociale ? Pas encore. Comme le signale Herrera, il a été et reste toujours fondamental de mettre en évidence « les comportements qui violent les cadres établis de la coexistence ». L'énonciation et la dénonciation se conjuguent, pour pointer, nommer, typifier les faits, les comportements et les auteurs qui privent les femmes et les filles de leur condition de personnes.

L'exercice de dénonciation vise à faire appel à la bonne application des outils et des mécanismes nationaux et internationaux qui doivent garantir les droits, tout en mettant en cause le manque d'engagement et l'absence de volonté politique pour transformer les relations d'oppression, de discrimination, de marginalisation et d'exploitation auxquelles les femmes sont soumises.

Herrera souligne que les actions politiques féministes « naissent de l'empathie avec la douleur de ceux et celles qui sont confronté-e-s aux pires conditions de vie en raison de ce système patriarcal, capitaliste, raciste et lesbophobe, qui nie les possibilités d'existence dans l'autonomie et la justice pour toutes les personnes ».

### Existe-t-il une convergence entre la recherche de la justice environnementale, de la justice sociale et économique et de la justice de genre ?

Dans ces pratiques, différentes luttes, notamment l'écologique et la féministe, se sont croisées. Ces alliances se sont produites non seulement par l'utilisation d'outils théoriques, comme l'intersectionnalité, mais aussi dans l'expérience concrète de la défense des corps et des territoires. García précise : « Historiquement, le Honduras a dû faire face à un pillage systémique, depuis le processus violent de la colonisation espagnole, en passant par l'exploitation des entreprises bananières, jusqu'à ce



que l'on appelle aujourd'hui les 'zones de développement économique et d'emploi (ZEDES)', qui ne sont rien d'autre qu'une autre forme de dépossession de notre territoire, d'asservissement de la population et de destruction des biens communs sous la logique néolibérale de la mort ». Nier l'intersectionnalité dans les luttes et les résistances « reviendrait à nier une réalité historique dont nous partons et avec laquelle nous vivons ».

Yañez souligne : « Tout comme il ne peut y avoir de justice sociale sans justice économique, il ne peut y avoir de justice environnementale sans justice pour les femmes ». Cette convergence s'est nourrie, entre autres, de la construction commune de concepts essentiels. « Par exemple, lorsque des féministes et des écologistes discutons ensemble, parlons-nous de la même chose quand nous faisons référence à la reproduction et au maintien de la vie ? » Pendant la pandémie, cette fonction est retombée, « et sans comparaison, sur le corps des femmes ». Or il y a une connexion immédiate avec le travail des écologistes pour la défense, la protection et le soin des espaces dans lesquels la vie se reproduit et qui sont essentiels pour les femmes, pour la fourniture de nourriture, de médicaments, de lieux de détente... « C'est pourquoi il est fréquent de voir que les femmes sont les premières à se lever avec force pour défendre l'eau et la

terre contre les assauts du capitalisme », ajoute l'activiste équatorienne.

### La pédagogie féministe est un outil de changement social

La pédagogie féministe est l'une des pratiques dont les féminismes se sont dotés pour contribuer à la transformation sociale. Selon García, elle est essentielle, car elle permet d'identifier « les systèmes d'oppression et de créer des propositions de résistance, de reconnaître le pouvoir personnel qui se trouve dans notre territoire-corps », de s'assumer en tant que sujets politiques ; de comprendre le pouvoir organisationnel qui nous permet de construire et de contribuer au mouvement, et d'identifier le pouvoir économique, à partir d'alternatives féministes.

García souligne que son expérience personnelle dans cette pédagogie féministe est celle d'un apprentissage à travers un exercice collectif de questionnement personnel et de déconstruction épistémologique de sa propre histoire de vie. De cette façon, la pédagogie féministe rend possible la construction d'une pensée et, en même temps, le développement d'«alternatives libertaires pour nos vies».

# Confrontez les violeurs, pas... les activistes



Interview with the collective *Collages Feminicides in Luxembourg*

## What triggered the collective and your actions?

Seeing all the women who die in silence, murdered by their partner or ex, seeing no change in the fear women have when they walk on the street at night, the fact that going to the police to report an assault can be as traumatizing as the assault itself due to an obvious lack of training have gathered us in the street to let people know that we believe it is unacceptable. Many women agree with us but think there is nothing to do. We do believe it will raise awareness and gives us a voice in a society where people easily close their eyes on sexism and violence on women.

## Why did you chose this way of expression?

We could see the same kind of collectives bloom in France and we believe that showing people what they try to close their eyes on will make them realize they cannot keep on ignoring the issues women and other minorities have to face. If you see everyday, when you go to school or work a message reminding you that violence on women has to stop, if when you go back home you see it again on Instagram, we believe that at some point, people will start realize that it cannot continue.

## Who are you?

We are women aged 20 to 50 who want equal rights. The collective is also open to non-binary people.

## What is next? How to continue?

Despite people and public institutions trying to shut us down and discourage us from sticking our messages on the walls, we will continue fighting and showing everyone the privilege they have and have them realize that the violence we speak about is real and that things have to change.



Le collage féministe apparaît en août 2019 à Paris dans le but de sensibiliser aux féminicides. Ce mouvement s'est ensuite étendu à la France et à plusieurs autres villes du monde au sein de différents collectifs militants autonomes.

**Plainte de la Ville de Luxembourg contre le collectif**

La ville de Luxembourg a déposé plainte contre le collectif. Le journal *woxx* informe que ce serait sur base du règlement général de police, qui interdit « de couvrir la voie publique de signes, emblèmes, inscriptions, dessins, images ou peintures », sauf autorisation de la bourgmestre.

Au lieu de privilégier le dialogue, la réponse des autorités est de nature répressive sous prétexte « d'éviter que la voie publique soit envahie par toutes sortes d'affiches ». Leur réaction semble également ignorer une autre réalité qui est celle de l'émergence de nouveaux mouvements citoyens face aux multiples crises que traverse notre société, y compris au Luxembourg. Dans ce contexte, l'action du collectif constitue une opportunité pour les pouvoirs publics de réfléchir à offrir de nouvelles plateformes d'expression et d'engagement dans l'espace public.

Les affiches collées au Luxembourg peuvent être consultées sur le compte instagram du collectif: [collages\\_feminicides\\_lux](https://www.instagram.com/collages_feminicides_lux).

Pour en savoir plus sur le collectif:

<https://www.woxx.lu/activisme-rendre-visible-linsoutenable/>



## Des voix féministes pour changer le monde

  
Raquel Luna

Dans le monde entier, des personnes trouvent une convergence entre leurs luttes et créent des réseaux pour partager des expériences, des connaissances et des pratiques. La lutte féministe ne fait pas exception. Dans cet article, nous ne présentons que deux des nombreuses initiatives de femmes pour une société juste et équitable. Elles tentent de créer des réseaux par-delà les langues, le temps et l'espace. D'une part, la galerie d'affiches «féminisme anti-impérialiste pour changer le monde », et d'autre part, le portail [capiremov.org](https://capiremov.org).



الصحة النفسية قضية نسوية.

Marche Mondiale des Femmes, Liban. «La santé mentale est un combat féministe»

La galerie d'affiches : féminisme anti-impérialiste pour changer le monde.

Les femmes sont en première ligne de la résistance contre l'impérialisme, les guerres, la violence, les blocus, les invasions et les occupations. De Cuba au Liban, du Chili à la Turquie et dans le monde entier, les travailleuses affrontent le néolibéralisme, le pouvoir des entreprises et la marchandisation de la vie et de la nature, et défendent la terre, le travail digne, la vie, les communautés, les biens communs, la liberté et la souveraineté populaire.

Le féminisme crée et recrée des symboles et des alternatives pour une société d'égalité, de solidarité, de liberté, de justice et de paix.

La galerie virtuelle internationale était organisée à l'occasion du 1er mai, Fête des Travailleuses et des Travailleurs, en partenariat avec le portail Capire, l'Assemblée Internationale des Peuples et la Journée Internationale de Lutte anti-impérialiste. La galerie virtuelle est composée de 30 affiches créées par 24 personnes et collectifs de 12 régions différentes du monde qui représentent les luttes des femmes.

Une petite sélection de ces affiches est présentée ici.

La galerie virtuelle complète peut être consultée à l'adresse suivante <https://capiremov.org/fr/multimedia-fr/galerie/galerie-daffiches-feminisme-anti-impérialiste-pour-changer-le-monde/>



Sarah de Roure/Marche Mondiale des Femmes, Brésil, "Time de lucha", collage et impression au tampon

Les dentellières du Nordeste brésilien, les femmes indigènes d'Amérique latine, les femmes en lutte du monde entier, nous envoyons le message que le Temps est venu. Et nous sommes dans la "lucha". En combinant différentes langues, des images d'origines si diverses, l'affiche illustre la mondialisation des résistances. Chaque morceau de papier a une histoire, ensemble ils en racontent une autre. Les matériaux utilisés ont été découpés dans des pamphlets, des livres, des enveloppes de correspondance personnelle et des nappes en papier de restaurant.

Elsa Rakoto/Collectif Afroféministe Sawtche, France, "Toute les féministes en lutte contre l'impérialisme, encre de chine sur papier naturel

«J'ai voulu représenter des jeunes femmes afrodescendantes et africaines, conscientes de la nécessité de protéger le vivant dans sa globalité contre la machine meurtrière de l'hétéro-patriarcat, du capitalisme. Le poing levé, symbole de Black Power, est mis en contexte direct avec le besoin de s'inscrire dans un champ d'action bien plus large.»





Eduarda Santos/PSOL, Brésil, «Se battre comme une mère»

La reconnaissance des femmes qui travaillent est encore faible. Nous avons des doubles, des triples journées et ça ne fait qu'empirer. Nous avons besoin d'un féminisme qui couvre 99% des femmes pour combattre le capitalisme.



Paulina Veloso, Chili

Cette image a été créée pour souligner la diversité et la pluri nationalité (andine, mapuche et afro-descendante) de la lutte féministe anti-patriarcale dans mon pays/territoire. Elle s'inspire du soulèvement d'octobre au Chili, fait quelques clin d'œil aux symboles de la rébellion (le chien Matapaco) et aux protestations contre la violation des droits humains (des yeux pour les yeux mutilés par les forces répressives), ainsi qu'à la force tellurique de la terre et de la nature.



Tout.e.s Uni.e.s

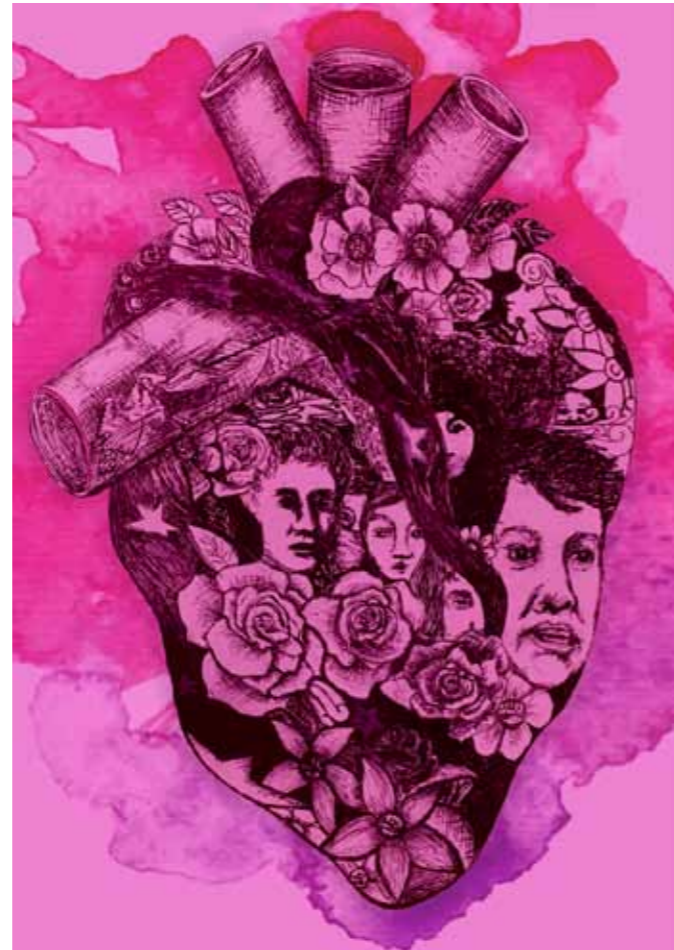
Laure, France, «Toute unies», peinture numérique

«Pour moi la lutte féministe et anti-impérialisme passe d'abord par l'union de tous et la tolérance. L'image de l'affiche est l'image que j'ai de cette lutte, une union plurielle.»



**Eleni Diker et Nil Delahaye/Mouvement corporel pour les groupes vulnérables (BoMoVu), Turquie**

Le texte est en arabe, turc, arménien et kurde, et signifie «Vous pouvez vous y habituer, nous ne partirons pas».



**Carolina Aviles Junco et Fabiola Sánchez Quiroz/ Jóvenes ante la Emergencia Nacional, Mexique. Peinture sur papier avec intervention numérique**

«Toutes les luttes féministes sont comme un grand cœur, synchronisées pour pulser au même rythme pour la vie, au milieu des féminicides et des violences machistes.» Nous avons pensé à toutes celles qui ont laissé un héritage, les grandes Rosa Luxemburg et Berta Cáceres et d'autres que nous représentons avec des fleurs. Cette affiche est le résultat de nos discussions et ateliers.

Capire est un portail de communication féministe et populaire créé en 2021 qui encourage le point de vue militant et le langage accessible. Le portail a été créé pour faire écho aux voix des femmes en mouvement, rendre visibles les luttes et les processus organisationnels dans les territoires, et renforcer les références locales et internationales du féminisme populaire, anticapitaliste et antiraciste. Elles produisent et donnent des interviews, des analyses, des rapports d'expériences et d'expressions culturelles de femmes qui, aux quatre coins du monde, résistent et se transforment. Le portail a six axes thématiques : mouvement, économie féministe, justice environnementale, souveraineté alimentaire, démilitarisation et autonomie.

L'initiative est coordonnée par la Marche Mondiale des Femmes, en dialogue avec des femmes des mouvements alliés, tels que Via Campesina et Amis de la Terre International, et avec les organisations qui font partie du projet Renforcer les Féminismes Populaires (Strengthening Grassroots Feminisms).

<https://capiremov.org/fr/>

## En devenant des « organisations de revendications », les Organisations paysannes ont ouvert la voie à la Déclaration des droits des paysan.ne.s

Marine Lefebvre, membre du Comité des Ami(e)s de la Déclaration des Droits des Paysans au Luxembourg

### Second article d'une série de quatre autour de la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (DDP).

Et si la Déclaration des paysans et autres personnes travaillant en milieu rural (DDP) était bien autre chose qu'une énième liste d'intentions des Nations Unies ? Si la DDP était cette preuve tangible qui nous manquait, ce petit morceau de puzzle qui atteste que oui, un autre monde est en pleine éclosion... même si l'ancien n'a pas fini de s'effriter ?

Un ouvrage qui fait en ce moment parler de lui en France veut donner le ton de ce nouveau monde jusque dans son titre : «Relions-nous ! », (éd. Les liens qui libèrent) dans lequel 52 intellectuels appellent à construire un monde « interdépendant ». Au chapitre De la démocratie, par Loïc Blondiaux (professeur et chercheur en science politique à la Sorbonne), on peut lire :

... « nous n'avons plus d'autres choix désormais que d'expérimenter des imaginaires et des formes de pouvoir capables de redonner à l'action politique la légitimité et l'efficacité qu'elle a perdues. Il est pour cela essentiel de rompre avec la vision de l'autorité et de la compétence qui sont au principe d'une forme de gouvernement qui a été inventée à la fin du XVIIIe siècle aux États-Unis et en France par des fondateurs qui haïssaient au plus profond d'eux-mêmes

la démocratie. Ils ont voulu lui substituer une forme d'autorité dans laquelle le peuple, prétendument souverain, se bornerait à désigner des représentants qui gouverneraient en son nom et à sa place, mais sans lui. Il nous faut renouer avec une définition de la démocratie dans laquelle tous les citoyens ont la même possibilité d'influencer la décision (...) une démocratie authentiquement délibérative, c'est aussi une démocratie dans laquelle les citoyens agissent, enquêtent, interpellent, coopèrent, construisent des alternatives et ne se contentent pas du rôle passif dans lequel les confine une société capitaliste marchande qui tend à les réduire à celui de producteurs et de consommateurs. »

Epruvé, mais aussi aguerri par des siècles de marginalisation, le monde paysan a su explorer ce champ des possibles et trouver une unité sous la bannière du plus grand mouvement paysan du monde qui revendique deux cents millions de membres : La Via Campesina (LVC). De l'archipel indonésien aux terrasses andines de Bolivie, de l'élevage transhumant sahélien aux pêcheurs côtiers de l'océan indien, des producteurs de cacao, d'ananas ou de pommes de terres... ce sont des milliers de paysannes et paysans qui ont participé des années durant aux consultations

organisées au niveau de groupements villageois pour « faire remonter » les discriminations subies, mais aussi leurs aspirations à un monde plus équitable et réellement « inclusif ».

Selon la chercheuse et Professeure associée à l'université de Coventry, Priscilla Claeys, qui s'est exprimée lors du webinaire organisé par les ADDP :

« La DDP a permis de passer d'un modèle ancien où les paysans sont les victimes (de sécheresses, accaparement, etc ...) assistées par de grosses ONG de droits humains (Amnesty International, Human Rights Watch...), vers un modèle alternatif, basé sur des alliances : les mouvements sociaux sont devenus des acteurs clefs et ce sont eux qui sont au centre du processus. Ce renversement du modèle a été rendu possible par la légitimité de LVC qui avait déjà du poids avant d'engager cette lutte et qui s'est alliée à des ONG reconnues, spécialisées dans les processus onusiens, mais de taille plus modeste, qui apportent un soutien technique et logistique mais évitent de « parler au nom de... ».

De fait, en réussissant à susciter une coalition de la base au sommet, mais aussi avec diverses organisations de la société civile, LVC a démontré le pouvoir des alliances qui a permis d'aboutir à un ensemble de 28 articles de portée universelle rassemblée dans la DDP, adoptée en décembre 2018 par l'Assemblée générale des NU à New York.

### Comment et pourquoi les paysans se sont-ils engagés dans un processus des Nations Unies ?

Porté à l'occasion du webinaire organisé par ADDP le 2 juin dernier et intitulé Affirmer les droits humains du monde agricole et paysan, le témoignage de Ndiakhate Fall fut très éclairant sur ce processus « bottom-up » : ce paysan sénégalais, représentant de son organisation de base au niveau du Conseil national de coopération et

de concertation des ruraux (CNCR) au Sénégal, lui-même membre de LVC, a été formé à l'école paysanne de la fédération des Organisations Non Gouvernementales du Sénégal (FONGS – Action Paysanne), créée en 1976 (voir son intervention au CDH dans l'encadré).

Ndiakhate Fall a tout d'abord rappelé que les sécheresses des années 70 ont marqué la première étape d'une prise de conscience de la faiblesse de l'agriculture au niveau ouest-africain et d'une baisse des rendements rapide consécutive aux sécheresses :

« les jeunes ont alors quitté la terre vers les villes à la recherche d'une vie meilleure. C'est le début du mouvement paysan dans nos pays et la naissance des Organisations Paysannes avec les jeunes qui ont voulu rester et prendre en charge les problèmes pour contribuer au développement économique et social du pays. Nous sommes devenus des organisations de revendications ! »

Cependant, la création de groupements villageois et l'organisation progressive d'un mouvement paysan, ont coïncidé avec une aggravation de la situation pour les habitants du monde rural : sous impulsion de la Banque Mondiale et du FMI, les gouvernements ont, dans les années 80, mis en place des politiques d'ajustement structurels (PAS) qui ont accentué les difficultés et en ont ajouté de nouvelles ;

« les PAS ont consisté en « moins d'Etat, mieux d'Etat » ; le désengagement de l'Etat a signifié la fin de l'accompagnement du monde rural; les systèmes d'approvisionnement ont été désorganisés y compris les infrastructures de base qui ont presque disparu (fermetures d'écoles, de centres de santé...). Tout cela a changé la posture de nos organisations paysannes : elles sont devenues des organisations de revendications car nous n'étions plus considérés comme des citoyens à part entière. »

Et Ndiakhate Fall de poursuivre :

« Les années 90 marquent le début de revendication de droits pour le monde paysan et le début des luttes face au gouvernement; nous n'avions aucun droit sur les ressources naturelles; les paysans n'avaient que des droits d'usage!! Il y avait en même temps un processus de privatisation des semences; la conservation et la commercialisation de nos semences paysannes étaient devenues difficiles. On avait besoin de mieux vivre, de participer aux politiques pour défendre nos positions, en particulier en lien avec la gestion des ressources naturelles etc... C'était aussi le début de la privatisation des semences avec interdiction d'échange de semences paysannes. Et puis les luttes et revendications ont été criminalisées ; on a assisté à l'arrestation et à la torture de leaders paysans, mais aussi au début d'un phénomène d'expropriation des terres qui s'est accentué après la crise de 2008. Les paysans étaient marginalisés dans les politiques publiques. Les compétences et les savoirs paysans n'étaient pas reconnus ! »

C'est à partir de constats similaires recueillis dans le monde entier que LVC a mené plusieurs réflexions sur un plan stratégique afin d'une part, de permettre aux organisations d'être reconnues, et, d'autre part, d'obtenir la reconnaissance des paysans comme « citoyens à part entière et non de seconde zone ».

Au Sénégal, cette démarche initiée par les membres de LVC a coïncidé avec la volonté de leaders paysans de «constituer un mouvement paysan fort et crédible, capable de défendre les intérêts des ruraux et de constituer une force de proposition », indépendamment des coopératives agricoles créées par l'État pour les besoins de ses transactions avec le monde rural. Cette convergence a contribué à porter les préoccupations paysannes jusque devant le Conseil des droits de l'Homme où la DDP s'est négociée durant six années, de 2012 à 2018.

Outre la dynamique de réflexion interne au niveau sous régional (Sahel), le CNCR a joué un double rôle en aiguissant un plaidoyer vers les décideurs politiques



Ndiakhate Fall

pour les amener à comprendre et à prendre en charge les problèmes. En parallèle, un travail a également été organisé en direction des représentants diplomatiques pour obtenir l'appui des gouvernements dans la négociation et l'adoption de la DDP :

« La DDP se devait de démarrer à la base et de remonter vers le sommet pour que les préoccupations des paysans soient prises en compte dans les instances de Genève », a expliqué Ndiakhate Fall.

Engagée dans l'analyse du processus qui a conduit à l'adoption de la DDP, la chercheuse P. Claeys estime qu' «un engagement en faveur des « droits humains par le bas » doit rendre compte et soutenir l'engagement direct, dans le processus législatif international, des mouvements sociaux transnationaux représentant les personnes touchées et parlant en leur propre nom ».

Ndiakhate Fall qui a personnellement participé au processus de négociation et qui a pris la parole devant le Conseil des droits de l'homme (voir encadré), explique :

«La négociation c'est aussi des concessions mais, nous paysans

africains, on avait défini les lignes rouges; les droits à ne pas sortir de la DDP : droit aux semences paysannes (droit à les multiplier et à les échanger). Si on parle de paysan, c'est parce qu'il y a les semences et les ressources, sans quoi il n'y a plus de paysan ».

Marqué par une écoute de la base, ainsi que par une forte appropriation de la Déclaration par les leaders paysans, le processus qui a conduit à l'adoption de la DDP a aussi été caractérisé par des apprentissages multiples, dont celui d'adapter le langage : de « la langue paysanne » dans le langage juridique et en sens inverse . En traçant des guides pour un futur plus équitable, un futur ancré dans le Leave no one behind tel que défini par l'agenda 2030, la Déclaration donne aux Etats la responsabilité d'adopter le cadre juridique et politique nécessaire pour respecter, protéger et garantir les droits des paysan-ne-s et des autres personnes travaillant dans les zones rurales. Du côté du CNCR, selon Ndiakathe Fall, on est bien conscient aussi que la victoire qu'a constitué l'adoption de la Déclaration marque une étape cruciale, mais on est aussi conscient que cette reconnaissance formelle oblige à entamer une nouvelle étape de travail :

«Depuis l'adoption on réfléchit à comment amener nos gouvernements à prendre en charge cette DDP pour qu'on puisse légitimer et légaliser les luttes que nous menons !»

Face à la lutte quotidienne des paysannes et paysans pour accéder aux semences, aux ressources (terre, eau, fertilisants), faire face aux aléas climatiques, récolter, commercialiser, stocker ou transformer leurs productions, et, le cas échéant, pour pouvoir investir dans les moyens de production, les organisations paysannes n'ont pas le regard braqué sur les 28 articles et leurs membres n'en ont souvent pas encore connaissance.

Si l'ampleur des défis auxquels le monde paysan doit faire face ne saura se résoudre par la seule force du Droit, la reconnaissance des droits inscrits dans la DDP par les Nations Unies représente un levier fondamental pour (re)conquérir

Du 15 au 19 mai 2017 s'est tenue à Genève, en Suisse, la 4e session du Groupe de travail du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales. Cette session de travail fait partie d'un processus de négociation sur un projet de Déclaration des Nations unies sur le droit des paysans. La Via Campesina, mouvement paysan international qui rassemble plus de 164 organisations dans 73 pays et dont le CNCR est membre, plaide en effet depuis plusieurs années pour l'adoption par l'ONU d'un nouvel instrument international qui permettrait de renforcer la protection des droits des paysans.

Ndiakhate Fall, membre du CNCR et représentant de La Via Campesina Afrique de l'ouest et du centre, y a fait une intervention au sujet des semences paysannes:

« Nous, communautés paysannes d'Afrique, disposons d'innombrables variétés de semences adaptées à nos systèmes agricoles et alimentaires que nous avons sélectionnées et entretenues depuis des millénaires. Aujourd'hui, le paysage semencier est en mutation. La semence tend à devenir un simple intrant reléguant les paysans au simple rang d'utilisateur-client. Le vivant est privatisé par une poignée d'entreprises. Les paysans deviennent alors de plus en plus dépendants des intrants extérieurs. Leurs droits sur les semences ne sont pas reconnus. Avec l'évolution des systèmes agricoles, certaines pratiques ont disparues ainsi que les variétés locales associées. Elles

ont souvent été remplacées par des variétés fixées qui conditionnent les paysans à acheter régulièrement la semence mère.

Après avoir été mises à mal par plusieurs décennies d'industrialisation et de spécialisation de l'agriculture, les semences paysannes sont aujourd'hui menacées d'interdiction définitive par de nouvelles évolutions réglementaires. C'est pourquoi les paysans et leurs organisations ont décidé d'alerter les citoyens, les élus et les décideurs. Il est important de reconnaître le droit des paysans sur leurs semences. Cette reconnaissance va permettre :

- la protection des connaissances traditionnelles présentant un intérêt pour les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture;
- le droit de participer équitablement au partage des avantages découlant de l'utilisation des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture;
- le droit de participer à la prise de décisions, au niveau national, sur les questions relatives à la conservation et à l'utilisation durable des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture;

Le maintien et l'amélioration des semences et races locales représentent aussi une mesure de sauvegarde contre les effets du changement climatique. »

**Sources/Notes**

The rise of new rights for peasants. From reliance on NGO intermediaries to direct representation: Transnational Legal Theory: Vol 9, No 3-4 (tandfonline.com)

Le CNCR regroupe plus de 27 Organisations Paysannes au Sénégal, y compris pêche et élevage.

le droit au respect et la réalisation de la dignité humaine qui a été trop souvent systématiquement refusée aux paysannes et paysans pendant des décennies, voire des siècles, partout dans le monde.

## Droits de l'homme, démocratie et développement



Prof. Lucas Sosoe, Université de Luxembourg

Depuis le discours du Président Truman en janvier 1949, les pays riches ont reconnu l'urgence de l'aide aux pays pauvres. La finalité que se fixait le Président américain était d'éradiquer la pauvreté : « for the first time in history, humanity possesses the knowledge and the skill to relieve the suffering of these people ». Elle est loin d'être atteinte. Depuis, des chercheurs désespèrent de pouvoir trouver les causes de l'échec des théories du développement afin de déceler la causalité capable d'aider au décollage.

On a fini par établir une relation entre droits de l'homme, démocratie libérale et le développement. Sous le titre de *Development as Freedom*, le prix Nobel de l'économie, Amartya Sen, affirme que, « considérer le développement comme la promotion des libertés substantielles oriente l'attention sur les finalités qui le rendent important. » Beaucoup d'autres penseurs et activistes dévoués à la cause du développement abondent dans ce sens.

Supposons qu'il y a coévolution entre droits de l'homme, démocratisation et développement. Que pensent les citoyens des pays cibles de l'aide dans sa relation aux droits de l'homme et à la démocratie?

La relation entre droits de l'homme, démocratie et développement dans le contexte africain, par exemple, illustre bien les débats ayant lieu dans plusieurs pays bénéficiaires de l'aide. Au nom du développement économique et culturel

et tout en se réclamant de la démocratie, beaucoup de dirigeants optent pour le parti unique et instaurent des régimes dictatoriaux ou despotiques, souvent soutenus par un discours anti-impérialiste, nationaliste mais aussi racial se référant aux cultures ancestrales.

II

Selon Léopold Sédar Senghor, ancien membre de l'Académie française : « on sait son sens de la démocratie (le sens de la démocratie du Noir africain) qu'illustre la pratique de la palabre. Chez lui, se retrouvent, également, les deux conceptions que voilà de l'isotès. Pour paradoxal que cela puisse être, le Négro-africain est l'une des races les plus démocratiques du monde. C'est chez ces Paléo-négritiques que s'exprimait, à l'état le plus pur, le sens de la démocratie. » Pourquoi alors tant de mécontentement sur ce continent regorgeant de tant de richesses minières ? Pourquoi tant de pauvres et de réfugiés pas seulement économiques?

Senghor affirme que la palabre libre, une fois qu'elle est gouvernée par des conseils libres et l'égalité du droit à la parole assurée (sic !) et qu'une majorité est dégagée, la minorité se ralliait et de majoritaire qu'était la décision on parvenait ainsi à l'unanimité, à une « décision librement consentie au sens étymologique du mot et, parce que telle, volontairement appliquée », consentie parce qu'elle se passe de la raison cartésienne qui, selon Senghor, serait

le propre de l'Européen, le Noir sentant plus les choses qu'il ne les analyse ou les pense. Si le pouvoir est théoriquement, entre les mains du roi, celui-ci le partage, dans la pratique, avec ses ministres, qui représentent les diverses castes jusqu'aux captifs qui « ne sont pas, comme les esclaves gréco-romains, des « choses » sans âme ». (Senghor, p. 107.) Tous les « projets de décisions du roi [étaient discutés] comme dans une palabre villageoise » ce qui démontre à quel point ces sociétés anciennes (...) vivaient des démocraties orientées vers deux pôles : celui de la religion et celui de la communauté informée par la raison négro-africaine qui est de nature intuitive et d'une « logique incarnée, qui [leur] faisait réaliser leur métaphysique (...), dans la pratique de la démocratie », alors que celle (la démocratie) du Grec était orientée sur la raison discursive au service de l'individu. (Senghor, p. 108)

Pour Senghor, le régime présidentiel est l'expression de « l'esprit de la philosophie négro-africaine, qui est axée non pas sur l'individu, mais sur la personne » et la communauté. (id.) En plus d'incarner la personnification de la Nation, les peuples d'Afrique veraient dans leur président avant tout – on notera sans doute l'ambiguïté de l'expression – un « élu de Dieu par le peuple ». Mais, nous dit Senghor, « chez les Négro-africains, le réalisme complète le mysticisme en l'enracinant. » (Id.)

Thématique du réalisme et du mysticisme négro-africain qui, sans explication, trouve sa justification immédiate dans un pragmatisme réduisant la démocratie à la portion congrue de l'élection libre du détenteur du pouvoir parce que, selon Senghor, le « pouvoir partagé, bicéphale, du Régime parlementaire, ne peut résoudre rapidement, efficacement, les problèmes nombreux et complexes qui se posent à l'État ». (Id.)

De cette appréciation fort limitée et discutable du pluripartisme en démocratie à la défense et illustration du parti unique il n'y a qu'un pas. Le parti unique est perçu comme la volonté de dialogue et du colloque, de la libre discussion. « Né du dialogue, le parti unique ne peut se maintenir que par le dialogue. » (Senghor, p. 109) Là encore,

Senghor y voit l'apport de l'Afrique au monde, l'aspiration commune inscrite dans la tradition négro-africaine qu'il faut se garder d'identifier au parti unique, bureaucratisé, exigé par les régimes communistes d'Europe (Id.). L'esprit du parti unique étant de protéger l'harmonie de la société africaine, il faut un régime socialiste.

On aura rapidement fait le tour de l'essentiel de la pensée politique de Senghor. En résumé, la démocratie inspirée par l'humanisme négro-berbère est la meilleure du monde. Le parti unique se justifie parce qu'il correspond à l'identité africaine, à l'harmonie congénitale du Noir Africain. La question de la légitimation de l'État ne se pose pas. La référence à la culture africaine répond (merveilleusement !) à toutes les questions politiques.

III

Le thème du parti unique et de la comparaison à l'Europe nous permettent de passer à deux autres auteurs : Francis Kwame Nkrumah, premier président du Ghana, et Julius Nyerere, premier président de la Tanzanie.

Sous le titre de *Consciencism: Philosophy and Ideology for Decolonization* Nkrumah présente un programme politique partant de la situation africaine. Selon lui, l'Afrique doit prendre conscience de son identité, faite de l'héritage chrétien et islamique qui s'est ajouté à la culture traditionnelle africaine. Le consciencisme, c'est, selon Nkrumah, « the philosophy which can do justice to Africa's multiplex heritage ». Il doit fournir la base d'une idéologie dont la finalité est de trouver une synthèse entre l'Islam, le Christianisme et la société africaine traditionnelle et mettre cette synthèse au service d'une croissance et d'un développement harmonieux de la société » (p. 70. 1970). L'Afrique ne peut être comprise qu'en termes socialistes. Elle ne peut embrasser le socialisme scientifique, surtout pas le « capitalisme », encore moins le « communiste » parce qu'elle est communaliste et considère l'homme comme un « spiritual being », un être possédant une dignité, une



intégrité et une valeur intrinsèque. Cette vision de l'homme, s'oppose à la conception chrétienne de l'homme né dans le péché originel, dégradant ainsi l'homme dès sa venue au monde. L'image africaine de l'homme est au fondement même du communalisme et elle est institutionnalisée par la vie dans la communauté clanique où existe une égalité de tous les membres. Nkrumah ajoute que, dans la société traditionnelle africaine, « aucun intérêt d'un groupe ne pouvait être considéré comme suprême, ni le pouvoir exécutif ni le pouvoir législatif ne penchent en faveur d'aucun intérêt de groupes particuliers ». (p.69) : « The welfare of the people was supreme. » (ibidem)

Donc en l'absence des clivages sociaux, « Africans did not need any institutionalized opposition party » (idem) La démocratie multipartite est étrangère à la structure de la société africaine. Et donc « une démocratie parlementaire populaire avec un système de parti unique capable de satisfaire les aspirations communes de la nation entière est meilleure qu'un système parlementaire multipartite qui n'est en réalité qu'une ruse pour perpétuer et couvrir la lutte entre riches et pauvres ». (p. 100-101)

On retrouve le même argument chez Julius Nyerere, ancien président de la Tanzanie. Il écrit dans *Democracy and the Party*

*System* "I am now going to suggest that, where there is one party and that party is identified with the nation as a whole, the foundations of democracy are firmer than they can ever be where you have two or more parties, each representing only a section of the community." (1987, p. 478)

Pour Nyerere, il faut un régime socialiste. Dans une société socialiste, « c'est l'attitude socialiste et non l'adhésion à des modèles politiques rigides qu'il faut pour assurer que les citoyens se préoccupent du bien-être des uns et des autres. (1987, p. 512). La base de ce socialisme est l'institutionnalisation de la famille étendue où il n'y avait pas de distinction de classe et où la notion de lutte de classe était totalement absente. « Nous, en Afrique, n'avons pas plus besoin de nous convertir au socialisme que de recevoir des leçons de démocratie. » Les deux sont enracinés dans notre passé, dans la société traditionnelle qui nous a donné vie. « Modern African socialism can draw from its traditional heritage the recognition of society as an extension of the basic family unit. » (idem, p. 515). La question de ce qui légitime la fonction de l'État, résidu du système colonial, est refoulée.

IV

La presque totalité des idées présentées ici est très répandue aujourd'hui en Afrique sous une forme ou une autre dans les milieux universitaires et politiques. Tout se ramène au discours identitaire africain, le socialisme, le parti unique, la dictature.

Il s'agit pour nous de faire apparaître les situations dans lesquelles peuvent se retrouver des personnes travaillant en toute honnêteté – de bonne foi – dans des organismes de développement et qui, au nom du respect de la culture traditionnelle des pays, favoriseraient ou même cèderaient à la tentation fort compréhensible, d'accepter, ces discours qui ont été et sont aussi bien la source de légitimation du manque de liberté et des régimes autocratiques et despotiques que du développement. Vivre sa culture est une valeur qu'un programme d'aide au développement peut vouloir respecter au nom de la dimension démocratique que l'aide est supposée favoriser. Mais un des pièges de l'intervention de l'aide au développement peut être la volonté de respecter les traditions et les cultures défendues par ces discours dans les pays cibles par ceux qui ont la parole. Ces cultures peuvent et sont la plupart du temps sources d'oppression des citoyens, surtout des femmes et des autres catégories sociales ne se retrouvant pas dans des valeurs politiquement et intellectuellement inventées de toute pièce par une élite dont l'influence demeure forte, exclusive et partout présente.

L'Afrique dont il a été question sous la plume de ces auteurs et politiques et que reprennent bon nombre de jeunes surtout universitaires aujourd'hui au nom du panafricanisme est une séquelle coloniale. Pour l'agent engagé dans un consortium de développement ce qui est dit de l'Afrique ici peut se rencontrer dans plusieurs autres situations hors d'Afrique : l'invention d'une culture par l'État ou par une élite déracinée au nom de traditions culturelles idéalisées et servant de base à la faillite politique et/ou à la mobilisation des citoyens. Ce sont des situations où en toute bonne foi peut se retrouver une personne travaillant dans un organisme gouvernemental ou

non. Raison pour laquelle, du moins pour ce qui concerne l'Afrique, il importe de garder à l'esprit la situation géopolitique faite, entre autres, des trois éléments suivants :

1) La culture africaine dont il est question dans tous ces discours n'existe pas et n'a aucune base empirique anthropologique scientifique ou sociologique. Et même si elle existait, elle ne saurait rien dire sur la légitimité ou non de l'État postcolonial, sur la forme d'organisation et de gestion du pouvoir politique à adopter aujourd'hui. L'existence d'une culture est un fait, un fait contingent ; car aucune culture n'a en fait le droit d'exister ; et si elle a existé ou existe encore, elle n'équivaut pas à la réponse à la question de la légitimité du pouvoir politique, du pouvoir démocratique. L'Afrique est une mosaïque de peuples parfois très différents surtout après la chute des grands empires comme ceux du Mali, du Ghana, du Songhai, du Congo, de Sokoto, du Bénin et que sais-je encore !

2) S'il existe une culture africaine, elle n'est surtout pas précoloniale, elle est surtout moderne panafricaine. Le panafricanisme dès la fin du 19e siècle s'est défini comme un mouvement qui a pour finalité l'émancipation politique des colonies, mais aussi l'émancipation de toute personne d'origine d'Afrique noire. Telle était la résolution du premier Congrès panafricain à Londres. C'est face à la colonisation dans une communauté de destin de colonisés que les nouveaux États d'Afrique et les Africains dans leur ensemble ont pris conscience de leur africanité. Ce qui signifie que, interprété historiquement, le tout premier moment de l'africanité est politique et non culturel ou tribal, ni Kikuyu, ni Ganda, ni Ashanti, ni Dogon. Il est continental et moderne. À un problème moderne, des solutions modernes. Et s'il faut établir un rapport entre la lutte contre la pauvreté qui doit joindre les droits de l'homme et la démocratisation au développement, c'est dans le contexte moderne et global qu'il faut la penser. Seulement, à prendre en considération la plupart des idées qui circulent sur le continent sans parler des pratiques et des cultures politiques locales, nous sommes loin du but. Faudrait-il travailler dans la lutte contre la pauvreté sans prendre position ?

3) Parce qu'elle est politique et non culturelle (l'État moderne lui-même en Afrique étant loin d'être un héritage culturel d'origine africaine), la réponse culturelle avancée par l'État postcolonial élude la question de la légitimation. À une question de droit, les auteurs que nous avons vus répondent par l'existence d'une culture et d'une histoire africaine, une réponse ethnocratique, et parfois ethnophilosophique et parfois culturo-essentialiste fondée sur ce qu'est l'Africain. Venant de la politique, une telle vision comporte le danger de la confiscation de la pensée par les régimes politiques en place. Travailler pour le développement et ne pas prendre en considération ce qu'il faut bien considérer ici comme la mise en place des structures d'oppression, éloigne la perspective démocratique – s'il en est – de l'engagement pour le développement et pourrait même donner lieu à une instrumentalisation de l'aide en faveur de régimes oppressifs et de pratiques anti-démocratiques pour ne pas dire de cooptation de régime anti-démocratiques, violant les droits de l'homme.

**La version intégrale de l'article peut être lue sur le site [www.brennpunkt.lu](http://www.brennpunkt.lu)**

**Sources:**

Voir surtout Dani Rodrik, Handbook of Development Economics, Vol. 5, 2010, chap. 7 ; également Shakhruh Rafi Khan, Development Economics. A Critical Introduction, Routledge, Londres, 2019, chap. 11 : Debates on Foreign Aid, p. 276-297.

Amartya Sen, Development as Freedom, Oxford University Press, 1999, p. 3sq. Voir également du même auteur, "The Concept of Development" in : Global Ethics, vol. I, Thomas Pogge/Keith Horton (éd.), Paragon House, St. Paul, 2008, 157-183.

Léopold Sédar Senghor, Négritude et civilisation gréco-romaine ou démocratie et socialisme, Bulletin de l'Association de Guillaume Budé, no. 1, 1956, p. 197.

Léopold S. Senghor, Négritude et civilisation gréco-romaine ou démocratie et socialisme, Bulletin de l'Association de Guillaume Budé, no. 1, mars 1966, p. 107.

Léopold Sédar Senghor, Seuil, Paris, 1971.

## LEAVE NO ONE BEHIND: Can the private sector fulfill this ambition? And why this question was wrong?



Véronique Faber, Cercle de Coopération and Magali Paulus, Collectif Tax Justice Lëtzebuerg

When the principle of Leave No One Behind (LNOB) was first introduced in the discussion of the United Nations (UN) Post-2015 Development Agenda – today known as Agenda 2030 for Sustainable Development –, it was an opportunity to change the way we address poverty and (in)equality issues.

According to Oxfam's calculations, in 2020 2,153 billionaires have more wealth than the 4.6 billion people who make up 60 % of the planet's population. The number of billionaires has doubled in the last ten years and the gap between rich and poor is widening. COVID-19 has accelerated this trend.

Inequality has serious negative impacts on health and health spending, on educational performance and on the work force and can lead economies to instability and to bad performance.

"Leave no one behind (LNOB) is the central, transformative promise of the 2030 Agenda for Sustainable Development and its 17 Sustainable Development Goals (SDGs). It represents the unequivocal commitment of all UN Member States to eradicate poverty in all its forms, end discrimination and exclusion, and reduce the inequalities and vulnerabilities that

leave people behind and undermine the potential of individuals and of humanity as a whole."

In short, inequality will put more people into long-term poverty and must therefore be addressed if we claim to be serious about eradicating poverty. So where should one begin?

"LNOB compels us to focus on discrimination and inequalities (often multiple and intersecting) that undermine the agency of people as holders of rights. Many of the barriers people face in accessing services, resources and equal opportunities are not simply accidents of fate or a lack of availability of resources, but rather the result of discriminatory laws, policies and social practices that leave particular groups of people further and further behind."

This is a strong statement. The root causes of inequality, and thus poverty and discrimination, are to be found in justice, in politics and in wealth distribution.

The conclusion is that initiatives and policies need to be put into place that address these root causes.

This will come at a cost. In the 2015 Addis Ababa Action Agenda on Financing for Development, the UN members turned to the private sector in an effort to mobilise "all available resources". The private sector should become an "important driver of productivity and therefore of economic growth and job creation" and thus contribute to achieving the SDGs.

The Cercle's working group "Forum Politique" brings together representatives from NGOs that are engaged or are interested in political and advocacy work. From 21 – 22 April the working group initiated an online conference that engaged all the development cooperation stakeholders in a dialogue to discuss LNOB, what it means for development work and the role that the private sector could play in achieving the SDGs.

Here are some of the authors' conclusions from that conference.

1. LNOB is not an option but essential if we are serious about tackling poverty and discrimination.

The principle of LNOB is one of the three universal values of Agenda 2030 – the other ones being the Human rights-based approach and Gender equality & Women's empowerment. Nonetheless, the final document of Agenda 2030 mentions LNOB only six times and its underlying issues such as the concentration of wealth and other root causes of inequality are not addressed at all.

The COVID-19 pandemic has wide-reaching economic and social consequences, with an estimated 100 million more people being pushed into extreme poverty. Upholding the LNOB principle is therefore more important now than ever.

"Trickle-down" economics, where benefits and tax breaks for the rich will eventually trickle down to the poor, do not work. The richest 1 per cent of the population in 59 out of 100 countries with data became richer between 1990 and 2015, according to the UN World Social Report. Furthermore, the widening inequality gap has caused a loss of

economic growth, as the OECD already found out in 2014.

This means that development practitioners and others should go beyond project design and implementation and look at measures and changes that are necessary to address the root causes of inequality and poverty.

One way to ensure that no one is left behind is to support strong and cohesive societies by providing community-based safety nets to the most vulnerable and by facilitating self-empowerment.

LNOB is a declaration of intent, a pledge to reach those furthest behind first. It invites us to reconsider whether our actions and projects are reaching the people with the fewest development opportunities first.

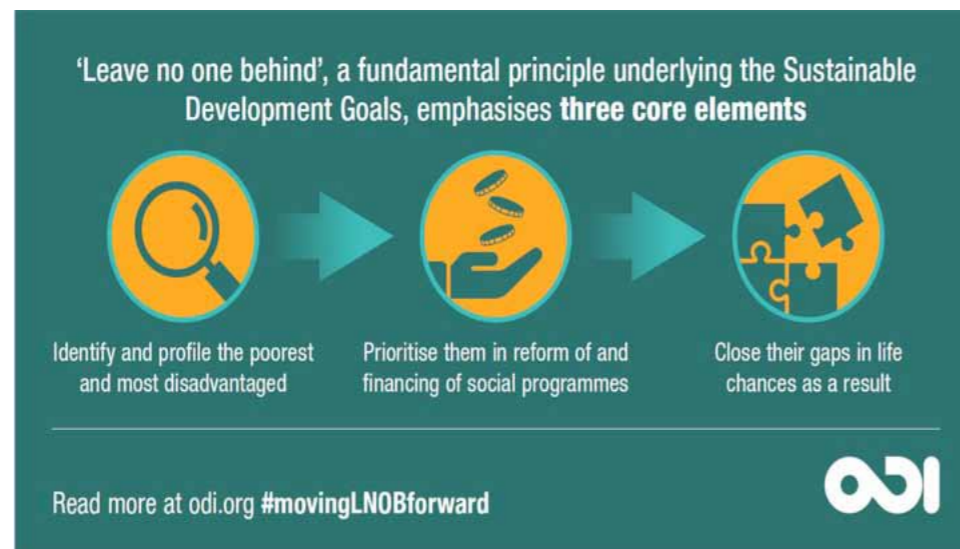
2. The public sector needs to take off these rose-tinted glasses when ogling at the private sector

The private sector is not a homogenous group and there are different forms of engagement within the context of development aid. Companies can take the role of financier, implementer, target group, reformer or participant.

It is important to clarify what type of private sector engagement will add value to a project before engaging so as not to get caught in a trade-off situation between social and profit-driven incentives.

It is also necessary to identify the sectors that are the most relevant for private sector engagement. Health and education are public goods and are the basis for more equal and fairer societies. It seems obvious that they should be excluded.

In European countries the private sector is primarily valued as a key driver for job creation, and job creation has therefore become an important indicator for successful private sector engagement. However, we know very well that the root causes of poverty cannot be



solved simply by providing employment opportunities.

Donors often fail to ask for standard development principles and human rights criteria to be integrated in private sector engagement in developing countries that is funded or co-funded with public money. This results in poor monitoring and understanding of how such initiatives contributed to development objectives. This is why many civil society organisations and even a number of private companies are in favour of a law when it comes to guaranteeing human rights in the private sector.

The primary objective should not be private sector engagement but rather to understand how donors and NGOs can best support partner countries and local NGOs, and only then see whether the private sector can bring value to the table and deliver development impact.

3. The focus on private funds needs to shift away to other revenue sources.

The current narrative with regard to private sector engagement places an excessive emphasis on private finance. Public and private funds are very distinct and not substitutable.

To believe that a lack of public funds can simply be complemented by private funds, or that public funds can even be used to leverage private funds ignores the fact that they follow different rules and objectives. Public funds aim to provide services for all and targeted support to the most deprived by following a pro-poor financing strategy that aims to invest in the sectors most needed by the poorest. These are rarely the sectors that private funds invest in, as their objective is to earn a return that is higher than the initial investment, no matter how minimal. Sectors that have the biggest impact on the poorest, like health and education, bring negative returns (unless, of course, you make the poor pay for basic public goods, which happens all over the world and is a really cynical practice).

Nonetheless, a lot of effort goes into finding ways to leverage private funds. "Thus far, the "billions to trillions" vision is not coming to fruition. The greatly expanded private capital flows that people hoped for, especially for SDG-related infrastructure and for low-income countries, have not materialized."

Other areas are more promising. Bearing in mind the fact that only 4 cents in every dollar of tax revenue come from the rich, working towards tax justice seems like an

obvious option. If public sector resources are not sufficient, more fiscal space at national level is critical, especially for developing countries.

Tax havens are affecting low-income countries and thus their fiscal space. In terms of policy coherence for development, not looking at tax justice and closing in on tax havens reduces promises and commitments towards development goals to mere lip service.

Furthermore, many countries of the Global South are restricted in their ability to provide basic services to their populations due to the burden of external debt repayments to development and private banks. All eyes were on the recent G7 meeting in the hope of a declaration of support, especially as governments worldwide face high levels of expenditure: "People cannot access healthcare or the vaccine, they are witnessing devastating changes to their way of life from the human-made climate crisis, and some face increasingly unaffordable taxes to cover the costs of their governments' debt."

References:

<https://unsdg.un.org/2030-agenda/universal-values/leave-no-one-behind>  
<https://unsdg.un.org/2030-agenda/universal-values/leave-no-one-behind>  
<https://cooperation.gouvernement.lu/en/partenaires/secteur-prive.html>  
<https://www.un.org/development/desa/dspd/world-social-report/2020-2.html>  
<https://www.oecd.org/newsroom/inequality-hurts-economic-growth.htm>  
<https://www.initiative-devoirdevigilance.org/>  
<https://www.cgdev.org/topics/private-finance>  
<https://jubileedebt.org.uk/news/the-g7-ducks-the-challenge-of-the-debt-crisis>

We need (to continue) the dialogue

From 21 to 22 April, the Cercle de coopération des ONGD organized online events on the topic "Leave No One behind: can the private sector fulfill this ambition?". This brought together a diverse group of experts and stakeholders from the development aid sector. Information was shared, and we were able to learn from each other in a movie discussion and three panel discussions.

We met the filmmaker Julie Schroell and the theatre maker Yemn Jordan Taisigüe Lopez from Nicaragua after watching their movie "Cuentos del Rio" (2019).

We discussed the concept and expectations of the LNOB principle with Jeroen Kwakkenbos of Oxfam and Dr. James G. Bennett, an independent consultant from Germany. Françoise Binsfeld, AEIN moderated this session.

Maria José Romero, Eurodad and Dr. José Manuel Roche, University of Oxford looked at the question if the development finance landscape and LNOB are one agenda. This session was moderated by Luc Caregari from the newspaper WOXX.

Maria José Romero of Eurodad and Dr. José Manuel Roche from the University of Oxford discussed the question of whether the development finance landscape and LNOB constitute a single agenda.

The different perspectives from Luxembourg and what comes next were discussed by Magali Paulus (Project manager for Latin America and development education, Frères des Hommes), Marguy Kohnen (Advisor at the Department of Environment at the Luxembourg Ministry of the Environment, Climate and Sustainable Development), Nicole Ikuku (Director, Cercle de Coopération), Thomas Lammar (Attaché de Légation at the Luxembourg Directorate for Development Cooperation and Humanitarian Affairs), Estelle Lyon-Chaudron (Manager of the Business Partnership Facility, LuxDev), Antoniya Argirova (Advocacy Manager, ASTM), Jean-Louis Zeien (President, Fairtrade Lëtzebuerg), Thierry Défense (Director, SOS Faim) and moderated by Véronique Faber (Advocacy project manager, Cercle de Coopération)

During the discussion it became clear that the question of whether the private sector can fulfill the ambition of LNOB was wrong. It is even insignificant. The question should have been "LNOB: What is keeping us – especially the development cooperation community, – from tackling root causes and fulfilling this ambition?"

We do hope that there will be ways to continue the discussion and make sure that we become committed to LEAVE NO ONE BEHIND.

More information: [www.cercle.lu](http://www.cercle.lu)

## Selbsthilfen als „Teufelswerk“

  
Rainer Werning

**Philippinen: Der seit fünf Jahren amtierende Präsident Rodrigo R. Duterte führt neben dem „Antidrogenkrieg“ einen erbitterten antikommunistischen Feldzug gegen alles „Linke“ – als ob es in Zeiten grassierender Pandemie, Korruption und Armut keine wirklichen Probleme gäbe.**

Es war ein gewöhnlicher Mittwochmorgen, an dem Ana Patricia Non Geschichte schreiben sollte. Ein Tag, der eigentlich so zu verlaufen schien wie alle anderen vorangegangenen 400 tristen Tage auch – inmitten des weltweit vermutlich härtesten und längsten Lockdowns im Rahmen der Covid-19-Pandemiebekämpfung. An jenem 14. April verließ Ana Patricia Non ihre Wohnung in der Maginhawa Street in Quezon City, die Teil von Metro Manila ist und zur sogenannten National Capital Region gehört. Ein Moloch mit – zumindest tagsüber – reichlich 14 Millionen EinwohnerInnen.

Die 26-jährige Frau bugsierte einen kleinen Bambuswagen auf den Bürgersteig nahe ihrer Wohnung und bestückte ihn mit Gemüse, Reis- und Nudelpackungen, Konserven und Wasserflaschen. Mitgebracht hatte die junge Frau ein handgeschriebenes Pappschild, auf dem in großen Lettern «Maginhawa Community Pantry» geschrieben stand. Darunter in Filipino gekritzelt die Anweisung: «Gib' nach deinen Möglichkeiten, nimm' nach deinem Bedarf.»

„Pantry“ ist das englische Wort für „Speisekammer“. In Maginhawa wurde es über Nacht umgedeutet. Es meint nunmehr einfache, in Eigenregie gefertigte Stände, an denen die BetreiberInnen rationierte Portionen von Lebensmitteln kostenlos

an bedürftige und hungernde Menschen verteilen. Ein Hoffnungsfunken, der rasch landesweit übersprang; mittlerweile ist bereits von etwa 1.500 solcher „pantries“ die Rede, die über den ganzen Archipel verteilt sind.

### Miserables Krisenmanagement

Für die Regierung eine schallende Ohrfeige. Tatsächlich durchläuft die Republik der Philippinen ihre tiefste wirtschaftspolitische Krise seit Gründung des Staates am 4. Juli 1946. Immer mehr Menschen des mittlerweile annähernd 110 Millionen EinwohnerInnen zählenden Inselstaates hungern, weil die COVID-19-Pandemie neben einem rasanten Anstieg von Arbeitslosigkeit und Unterbeschäftigung zum Rückgang des Bruttoinlandsprodukts um knapp zehn Prozent gegenüber dem Vorjahr führte. Die mit Abstand schlechteste wirtschaftliche Performance in der gesamten Region Ostasien/Westpazifik.

Ratingagenturen wie Capital Economics und Moody's Analytics sowie die Weltbank und die in Manila beheimatete Asiatische Entwicklungsbank schätzten in ihren im ersten Quartal dieses Jahres publizierten Analysen und Lageberichten die COVID-19-Situation als „katastrophal“ sei. „Die mangelnde Kontrolle der Pandemie, die

Unfähigkeit, Impfstoffe zu beschaffen, und die relative Entfernung von den Exportlieferketten tragen dazu bei, dass die Philippinen zu den mit Abstand schwächsten Ländern der Region gehören“, konstatierte beispielsweise Moody's Analytics in ihrem Report vom 18. April. Korruption im Gesundheitssektor und die vergleichsweise minimale Bereitstellung von 117 Milliarden Peso (umgerechnet ?!) für die Pandemiebekämpfung im Vergleich zu avisierten 1,1 Billionen Peso für ehrgeizige Infrastrukturvorhaben offenbaren zudem eine falsche Prioritätensetzung des Regimes. Gerade einmal vier Prozent des laufenden Staatsbudgets sind für die Bekämpfung von Covid-19 vorgesehen. Und nur 1,4 Prozent der Bevölkerung sind bis dato geimpft. Dieselben Institute gehen davon aus, dass das Land bis mindestens Anfang 2023 wirtschaftlich das Schlusslicht in der gesamten Region bleiben wird.

„In einem Staat wie dem unseren“, konstatierte Prinz Kennex R. Aldama, Sozialwissenschaftler und Vizepräsident der Philippinischen Soziologischen Gesellschaft, am 22. April im Onlinemagazin Rappler, „der keinerlei konkreten Pläne hat, um die Menschen vor der Pandemie zu schützen, die Armen zu ernähren und die Nation in diesen schwierigen Zeiten angemessen zu regieren, wird menschliche Sicherheit von den Menschen kaum erlebt. Individuell können wir versuchen, dies für uns zu sichern. Wir können uns zusammenschließen, wie im Fall der ‚community pantries‘, um unser Sicherheitsgefühl zu maximieren.“

„Aber das gesamte Spektrum der öffentlichen Sicherheit erfordert“, so Aldama weiter, „dass der Staat seine Funktion wahrnimmt: für die Sicherheit seiner Bürger zu sorgen. (...) die langfristigen Auswirkungen dieser Pandemie erfordern eine Reihe von Programmen und Maßnahmen, die unsere Mittel zum Überleben der Menschheit sichern: Nahrung, Gesundheit, Arbeitsplätze, Bildung und Technologie. Mit anderen Worten: Die Regierung muss die Komplexität der Probleme, die durch



die Pandemie entstanden sind, effizient und angemessen angehen.“

### Lauffeuer mit „Löschgerät“

So rasch die „community pantries“ Resonanz fanden, so reflexartig und knallhart erfolgten die Reaktionen der staatlichen „Sicherheits“kräfte. Vor allem seitens des Frontmanns in punkto „nationale Sicherheit und öffentliche Ordnung“, Generalleutnant Antonio G. Parlade, Jr. Gegenüber dem Lokalsender One News erklärte der General am 20. April: „Das ist eine Person, Anna, Patricia, richtig? Dasselbe mit Satan. Satan gab Eva einen Apfel. Da hat alles angefangen.“ „Ich beziehe mich nicht auf sie persönlich“, fügte Parlade hinzu, „ich beziehe mich auf die große Organisation, die vielleicht hinter all dem steckt. Wieso wurden sie (die ‚community pantries‘ – RW) plötzlich aus dem Boden gestampft? Warum haben sie nur ein einziges Thema?“

Für Parlade stand sofort fest, dass die „community pantries“ eigentlich „kommunistisches Teufelswerk“ sind, gesteuert aus dem politischen

Untergrund. Sämtliche Regierungen in Manila seit der Ära des Despoten Ferdinand E. Marcos (1965-86) verfolgten das Ziel, die um die Jahreswende 1968/69 gegründete Kommunistische Partei der Philippinen (CPP) und deren Guerillaorganisation in Gestalt der Neuen Volksarmee (NPA) „aufzureiben“. Um diesen in der gesamten Region Südostasien längsten virulenten Konflikt zu beenden, unterzeichnete Duterte am 4. Dezember 2018 die Exekutivorder 70. Damit gilt fortan Counterinsurgency (Aufstandsbekämpfung) als „gesamtnationale Aufgabe“. Der eigens zu diesem Zweck gebildeten Nationalen Task Force zur Beendigung des lokalen kommunistischen bewaffneten Konflikts (NTF-ECLAC) obliegt es, die staatliche Counterinsurgency-Strategie bis zum Ende der Amtszeit Dutertes am 30. Juni 2022 erfolgreich umzusetzen – koste es, was es wolle. Dirigiert wird die NTF-ECLAC von hochrangigen Militärs und ehemaligen Generalstabschefs mit Duterte als ihrem Vorsitzenden und eben Parlade als ihrem Hauptsprecher.

### Antikommunismus als Staatsdoktrin

In Personalunion ist der General aber auch Oberbefehlshaber des Südluzon-Kommandos der Streitkräfte (AFP), das in den südlich von Manila gelegenen Provinzen für die Counterinsurgency verantwortlich ist. Dort kam es vor allem seit Jahresbeginn zu einer systematischen Hatz auf fortschrittliche Gewerkschafter, Arbeiter- und Bauernführer, Fischerleute sowie kritische StudentInnen, Kirchenleute und UmweltschützerInnen. Allein am 7. März, landesweit als „Blutsonntag“ bekannt, wurden im Großraum Manila neun SozialaktivistInnen erschossen und sechs weitere mit fadenscheinigen Begründungen verhaftet. Allesamt Opfer des „red-tagging“, der Brandmarkung als „terroristische KommunistInnen“, was zum Markenzeichen unter Parlade geworden ist.

Das Perfide daran ist die Tatsache, so Edre U. Olalia, Menschenrechtsanwältin und Präsidentin der Nationalunion der Volksanwälte der Philippinen (NUPL), im Interview mit dieser Zeitschrift: „Kritische, sozial engagierte Menschen werden durch ‚red-tagging‘ in akute Lebensgefahr gebracht; sie sind quasi zum Abschuss freigegeben. Gleichzeitig

verschwindet jedwede Unterscheidung zwischen im Untergrund agierenden NPA-KombattantInnen und sich friedlich für soziale Belange einsetzende ZivilistInnen.“

Während Dutertes Amtszeit wurden laut Angaben der Freien Rechtsbeistandsgruppe (FLAG) allein 61 AnwältInnen, StaatsanwältInnen und RichterInnen getötet – mehr als alle registrierten tödlichen Angriffe auf AnwältInnen in den letzten 50 Jahren unter sechs vorherigen Präsidenten! Die meisten wurden bei der Ausübung ihrer Arbeit getötet. All das geschieht im Klima von Straffreiheit und im Zangengriff des am 3. Juli 2020 verabschiedeten Antiterror-Gesetzes (ATB 2020). Dessen Ausführungsbestimmungen installieren faktisch ein Kriegsrecht. Demnach kann jede Person, die des „Terrorismus“ verdächtigt wird, 24 Tage lang weggesperrt werden – ohne Rechtsbeistand und Anklageerhebung. Als „TerroristIn“ gilt bereits, wer öffentlich Dissens äußert, Handlungen des Regimes kritisiert oder wem es, wie Olalia kritisiert, „an staatskonformer Gesinnung mangelt“.

Bezeichnend ist denn auch der Umgang mit jenen, die gegen Quarantänebestimmungen verstoßen. Bereits am 1. April 2020 mit Beginn des Lockdowns forderte Duterte „seine Soldaten“ und „seine Polizisten“ – so wörtlich – auf: „Ich werde nicht zögern. Meine Order an die Polizei und das Militär (...) diejenigen, die Chaos stiften und Gegenwehr leisten, schießt sie tot!“ Diesen Appell wiederholte der Präsident zuletzt anlässlich eines Seminars der NTF-ECLAC in Cagayan de Oro auf der Südinsel Mindanao am 5. März 2021. Mit dem Zusatz, „Menschenrechte (zu) ignorieren“; notfalls werde er persönlich dafür die Konsequenzen tragen.

Bei Verstößen gegen die strikten Quarantäne-Verordnungen gelten drakonische Maßnahmen von sofortigem Wegsperrern hinter Gittern bis zur physischen Liquidierung. So verwundert es nicht, dass heute bis an die Zähne bewaffnete Polizisten und Soldaten wie selbstherrliche Warlords die zahlreichen Armenviertel auf dem Archipel

patrouillieren. Gleichzeitig dienen Letztere als makabre Kulissen solche Dokumentarfilme und Reportagen wie On the President's Order (2019) und Dutertes Methoden im Schatten des Virus (2020).

In mehreren Online-Petitionen wird Duterte mittlerweile zum Rücktritt aufgefordert. „Die COVID-19-Pandemie hat sein Versagen in der Führung nur noch vergrößert“, heißt es beispielsweise auf Change.org, „wir brauchen keinen Führer, der Angst und Spaltung schürt. Wir brauchen eine Führungspersönlichkeit, die alle Filipinos mit verschiedenen Überzeugungen in diesem einen großen Kampf zur Rettung der Nation zu vereinen vermag. Duterte ist nicht diese Person.“ Die Schar der Regimekritiker und -gegner spekuliert darauf, dass der in Den Haag ansässige Internationale Strafgerichtshof Duterte wegen Verbrechen gegen die Menschlichkeit belangt.

### Macht, Kabbalen und Pfründe im Vorwahlkampf

Die antikommunistischen Rundumschläge von General Parlade machten selbst vor Kongressabgeordneten, bekannten SchauspielerInnen und sogar Senatsangestellten nicht halt. Ende April eskalierte der Schlagabtausch zwischen den Kontrahenten. Als Rufe lauter wurden, die kumulierte Summe von annähernd 25 Mrd. Peso für das diesjährige Budget der NTF-ELCAC sowie des Etats für „vertrauliche und geheimdienstliche“ Zwecke des Präsidialamtes für die weitaus dringendere Pandemiebekämpfung einzusetzen, beschimpfte Parlade die SenatorInnen als „dumm“. Schließlich hätten diese Ende 2020 den jeweiligen Budgets zugestimmt.

Hinter diesem Streit wittern RegimekritikerInnen bereits das Schmierens der präsidialen Wahlkampfmaschinerie. Am 9. Mai 2022 stehen die nächsten allgemeinen Wahlen an. Bereits heute sieht das private Meinungsforschungsinstitut Pulse Asia die Bürgermeisterin von Davao City,

der größten (Hafen-)Stadt im Süden, im Rennen um das höchste Staatsamt als mit Abstand aussichtsreichste Kandidatin. Es ist dies keine Geringere als Sara Duterte-Carpio, die Tochter des Präsidenten. Sie beerbte ihren Vater im Sommer 2016, nachdem dieser seit 1988 die längste Zeit als Chef in Davaos Rathaus residiert hatte – Politik Filipino style.

**Dr. Rainer Werning, Politikwissenschaftler & Publizist mit den Schwerpunkten Südost- und Ostasien, ist u.a. Philippinen- und Korea-Dozent an der Akademie für Internationale Zusammenarbeit (AIZ – Bonn) sowie Ho-Herausgeber des mittlerweile in 6. Aufl. erschienenen Handbuch Philippinen (Berlin 2019: regiospectra Verlag).**

## Coin CITIM: Femmes et développement



Anne Müller

### Staying Alive: Women, Ecology, and Development

Inspired by women's struggles for the protection of nature as a condition for human survival, award-winning environmentalist Vandana Shiva shows how ecological destruction and the marginalization of women are not inevitable, economically or scientifically. She argues that “maldevelopment”—the violation of the integrity of organic, interconnected, and interdependent systems that sets in motion a process of exploitation, inequality, and injustice—is dragging the world down a path of self-destruction, threatening survival itself. Shiva articulates how rural Indian women experience and perceive ecological destruction and its causes, and how they have conceived and initiated processes to arrest the destruction of nature and begin its regeneration. Focusing on science and development as patriarchal projects, *Staying Alive* is a powerfully relevant book that positions women not solely as survivors of the crisis, but as the source of crucial insights and visions to guide our struggle

Vandana Shiva, North Atlantic Books, 2016, 264 p.

### Sous le développement, le genre

Ignorée, invisible, la question du genre reste cachée sous le développement. Et pourtant, comprendre le développement n'est pas possible sans une perspective de genre. Cet ouvrage, didactique, montre en quoi et comment le concept de genre permet de revisiter les études de développement. Le genre permet de comprendre la construction



historique, sociale et culturelle des différences et des inégalités. Il offre des outils pour une analyse critique du système capitaliste globalisé. Le genre, inscrit dans le féminisme, permet aux catégories dominées et marginalisées, en particulier les femmes mais pas seulement, de faire entendre leurs voix. Dans le contexte actuel de crise globale et d'accroissement des inégalités, il propose des pistes pour renouveler la pensée sur le développement, mais aussi pour agir autrement.

Combinant diverses disciplines et thématiques, cet ouvrage montre que la portée heuristique du genre ne se limite pas aux domaines habituellement considérés comme féminins (l'éducation, la famille, le social, la santé de la reproduction, etc.) mais s'étend à tous les domaines (le politique, le droit, la sécurité, la diplomatie, l'économie, etc.).

Ce livre met aussi en évidence la diversité et l'enrichissement mutuel des diverses traditions de recherche entre le monde francophone, anglophone et hispanophone. Il s'adresse particulièrement aux personnes étudiantes, chercheuses et enseignantes, militantes, chargées de programme dans des organisations de coopération et représentantes des pouvoirs publics au Nord et au Sud.

Isabelle Guérin, Hélène Guétat-Bernard, Christine Verschuur, IRD Éditions, 2015, 464 p.

### Das weibliche Kapital

Gleichberechtigung ist kein Luxusprojekt, sondern Grundlage unseres Wohlstandes – die Pflichtlektüre zum wirtschaftlichen Potential der Frauen.

Die Ungleichheit zwischen Arm und Reich gehört zu den drängendsten Problemen der internationalen Politik. Die Suche nach Lösungen wird stetig intensiviert – und hat doch einen blinden Fleck: die Rolle der Frauen.

„Das weibliche Kapital“ liefert die wissenschaftlichen Grundlagen für den entscheidenden nächsten Schritt. Anhand eigener Forschung, empirisch belegt und mit zahlreichen

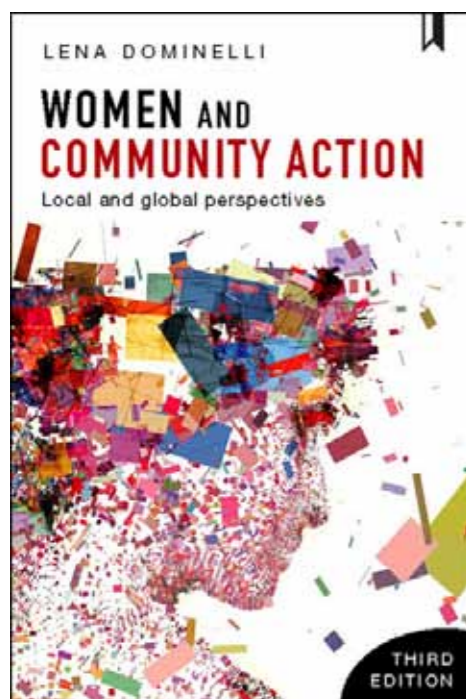


Fallbeispielen, zeigt Linda Scott, dass die Gleichstellung der Geschlechter kein Luxusprojekt des reichen Westens ist, sondern der aussichtsreichste Schlüssel zur Armutsbekämpfung. Damit schließt sie eine Lücke, die die großen Entwürfe von Thomas Piketty und Jeffrey Sachs in den vergangenen Jahren offen gelassen haben.

Linda Scott, Hanser, 2020, 416 S.

### Women and Community Action 3e: Local and Global Perspectives

Historically, women and men have been assigned to different spaces in their communities. Although several decades of feminist social action have made significant progress to the social, economic and political condition of many women, change has been uneven and there remains considerable advancements to be made globally. This valuable third edition considers women's changing position in the world today, updating some of the perennial challenges that women face and examining new and emerging issues including digital exclusion, sustainable community development and environmental justice. Published in association with the British Association of Social Workers, this book is an invaluable resource for students and



practitioners of social work, community work, sociology and social policy.

Lena Dominelli, Policy Press, 2019, 208 pp

### «Intégrer le genre dans les initiatives de développement»

Entre 2009 et 2013, douze ONG françaises ont mis en oeuvre le programme Genre et économie, les femmes actrices du développement à travers un ensemble de projets réalisés avec leurs partenaires en Afrique de l'Ouest au Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger, Togo, Sénégal. Cette expérience pilote, soutenue par le ministère des Affaires étrangères et du Développement international, a été menée dans les filières agricoles et alimentaires, dans des activités artisanales et dans l'entrepreneuriat, en milieu rural et urbain.

Cette brochure présente les projets, analyse les pratiques et tire les enseignements du programme, à travers des témoignages d'actrices et d'acteurs de terrain, des retours d'expériences, des fiches pratiques. Elle est accompagnée par un DVD avec de nombreuses ressources complémentaires.

Cette publication montre qu'il est essentiel d'intégrer une approche de genre dans les projets de développement pour combiner efficacité et droits humains.

Son objectif est de sensibiliser les actrices et acteurs francophones du développement, de la coopération et de la solidarité internationale à la question du genre et de les outiller pour la prise en compte de l'égalité femmes-hommes dans leurs initiatives.

Adéquations, 2016, 195 p

# Sondage

## Umfrage

# Survey

**Nous vous remercions de votre participation à l'enquête Brennpunkt! Vos réponses nous permettront d'évaluer notre travail et de prendre en compte vos perspectives. Une synthèse sera bientôt disponible sur [www.brennpunkt.lu](http://www.brennpunkt.lu)**



